EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

	Zone franç** et Tanger	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS.....	8 fr.	9 fr.	20 fr
6 MOIS.....	14 »	16 »	36 »
1 AN.....	26 »	28 »	60 »

ON PEUT S'ABONNER :

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Protectorat du Maroc, à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.
 Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE

Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
Trésozier Général du Protectorat. Les paie-
 ments en timbres-poste ne sont pas acceptés.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales) La ligne de 27 lettres
 réglementaires)
 et judiciaires) **1 franc 50**

Arrêté résidentiel du 13 mai 1922 (B. O. n° 499
 du 16 mai 1922)

Pour les annonces-réclames, s'adresser à
 l'Agence Havas, boulevard de la Gare, à Casa-
 blanca.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du
 Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat,

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	Pages
Dahir du 25 janvier 1926/10 rejeb 1344 portant ratification de la conven- tion pour la création d'un Institut international du Froid, signée à Paris le 21 juin 1924	298
Dahir du 27 janvier 1926/12 rejeb 1344 modifiant le dahir du 22 no- vembre 1924/26 rebia II 1342 portant fixation du budget gé- néral de l'Etat pour l'exercice 1924	298
Dahir du 2 février 1926/18 rejeb 1344 modifiant le dahir du 23 août 1916/23 chaoual 1334 sur les gardes particuliers	301
Dahir du 5 février 1926/21 rejeb 1344 approuvant la substitution de MM. Mohring et Denis à la « Société industrielle de l'Oranie au Maroc », dans la concession de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de la ville de Taza	301
Dahir du 5 février 1926/21 rejeb 1344 rapportant l'interdiction d'im- portation au Maroc des animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance de la Belgique, et maintenant la dite interdiction pour les animaux des mêmes espèces en provenance des Indes et de l'Afrique occidentale française	301
Dahir du 9 février 1926/25 rejeb 1344 autorisant la vente de gré à gré de terrains domaniaux sis à Saïdia du Kiss	302
Dahir du 9 février 1926/25 rejeb 1344 portant modifications au dahir du 23 mars 1918/9 joumada II 1336 organisant le stage offi- ciel dans la zone française de l'Empire chérifien	302
Dahir du 12 février 1926/28 rejeb 1344 autorisant l'échange d'une par- celle de l'immeuble domaniale dit « Bled Bouknadel », (Donk- kala) contre deux parcelles du lotissement du centre de Bir Jedid appartenant à des particuliers	302
Arrêté viziriel du 30 janvier 1926/15 rejeb 1344 relatif aux redevances à verser au Trésor par les attributaires de prises d'eau	303
Arrêté viziriel du 2 février 1926/18 rejeb-1344 autorisant l'acquisi- tion, par le domaine privé de l'Etat, de trois immeubles sis à Rabat, Meknès et Oujda	303
Arrêté viziriel du 3 février 1926/19 rejeb 1344 autorisant l'acquisition, par le domaine privé de l'Etat, d'une parcelle de terrain sis à Tedders et appartenant à El Gouini ben Mohamed Jezari	304
Arrêté viziriel du 3 février 1926/19 rejeb 1344 relatif à l'attribution des bourses d'entretien dans l'école industrielle et commer- ciale de Casablanca	304
Arrêté viziriel du 5 février 1926/21 rejeb 1344 portant modification de la circonscription territoriale des bureaux d'état civil de Meclra bel Kisiri et de Souk el Arba du Rab	304
Arrêté viziriel du 5 février 1926/21 rejeb 1344 créant une société indi- gène de prévoyance dans le cercle Zafan	305
Arrêté viziriel du 6 février 1926/22 rejeb 1344 portant déclassement de délaisés du domaine public de la ville de Rabat	305
Arrêté viziriel du 6 février 1926/22 rejeb 1344 modifiant l'arrêté vizi- riel du 30 mars 1922/1 ^{er} chaaban 1340 portant organisation du personnel du service des perceptions	305

Arrêté viziriel du 10 février 1926/26 rejeb 1344 autorisant le domaine privé de l'Etat à faire l'acquisition de deux bâtiments édifiés par le service de la navigation aérienne sur l'immeuble dom- aniale dit « Port aérien de Bouskoura »	306
Arrêté résidentiel du 9 février 1926 portant modifications dans l'orga- nisation territoriale de la région de Taza	306
Arrêté résidentiel du 9 février 1926 portant modification dans l'orga- nisation territoriale du Tadla (région de Marrakech)	307
Arrêté du secrétaire général du Protectorat fixant le chiffre total des emplois réservés de commis à mettre au concours, pour l'année 1926, le chiffre particulier à chaque service, le pro- gramme et les conditions du concours	307
Arrêté du directeur général des travaux publics relatif à une nouvelle répartition des eaux de l'Aïn Toto	308
Autorisation de loterie	309
Création d'un emploi de directeur général des affaires indigènes et nomination du directeur général	309
Création d'une inspection générale des affaires indigènes et nomina- tion de l'inspecteur général	309
Créations d'emploi	309
Promotions, nominations et démission dans divers services	310
Promotions réalisées en application du dahir du 26 décembre 1924 sur les rappels de services militaires	311
Attribution de bourse	311
Classement et affectation dans le personnel du service des renseigne- ments	311
Erratum au « Bulletin Officiel » n° 693, du 2 février 1926, page 186	311
Extrait du « Journal Officiel » de la République française du 7 février 1926, page 1714. — Décret du 31 janvier 1926 relatif à l'entrée en franchise, en France et en Algérie, de seigle d'origine marocaine	312

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis de concours pour l'attribution de six emplois de secrétaire ou d'inspecteur de police	312
Avis de concours pour l'emploi d'éleve-géomètre auxiliaire	312
Situation de la Banque d'Etat du Maroc au 31 décembre 1925	312
Propriété Foncière. — Conservation de Rabat : Extraits de réquisi- tions n° 2492 à 2501 inclus ; Extraits rectificatifs concernant les réquisitions n° 1641 et 2214 ; Réouvertures des délais concernant les réquisitions n° 1772 et 1843 ; Avis de clôtures de bornages n° 2065, 2104, 2202 et 2293 — Conservation de Casablanca : Extraits de réquisitions n° 8415 à 8439 inclus ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 7551 ; Réou- vertures des délais concernant les réquisitions n° 3728-3729 et 6267 ; Avis de clôtures de bornages n° 5334, 6280, 6377, 6470, 6681, 6734, 6957, 7003, 7036, 7105, 7152, 7175, 7209, 7280, 7349, 7497, 7517, 7575, 7614, 7680 et 7958. — Conservation d'Oujda : Extraits de réquisitions n° 1428 et 1429. — Conser- vation de Marrakech : Extraits de réquisitions n° 817, 818, 819 et 820 ; Extrait rectificatif concernant la réquisition n° 655. — Conservation de Meknès : Extraits de réquisitions n° 651 à 655 inclus ; Avis de clôtures de bornages n° 162, 163, 258, 262, 387, 423, 436, 442 et 543	313
Annales et avis divers	327

PARTIE OFFICIELLE

DAHIR DU 25 JANVIER 1926 (10 rejeb 1344)
portant ratification de la convention pour la création
d'un Institut international du Froid, signée à Paris,
le 21 juin 1920

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Ayant pris connaissance de la convention internationale
conclue à Paris, le 21 juin 1920, pour la création d'un Insti-

tut international du Froid, convention qui a été signée, au
nom de l'Empire chérifien, par M. Nacivet, Notre délégué ;

Sur la proposition de M. le Commissaire résident gé-
néral de la République française au Maroc, ministre des affai-
res étrangères de Notre Majesté,

A décidé de ratifier cette convention internationale qui
recevra, en zone française de Notre Empire, sa pleine et
entière exécution.

Fait à Rabat, le 10 rejeb 1344,
(25 janvier 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

DAHIR DU 27 JANVIER 1926 (12 rejeb 1344)
modifiant le dahir du 22 novembre 1924 (26 rebia II
1342) portant fixation du budget général de l'Etat
pour l'exercice 1924.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever

et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Les crédits des chapitres ci-des-
sous désignés de la première partie du budget de l'exercice
1924 (Dépenses sur ressources ordinaires) sont modifiés
comme suit :

CHAPITRES	RUBRIQUES BUDGÉTAIRES	CRÉDITS PRIMITIFS	CRÉDITS DÉFINITIFS
1	Dette publique.....	62.245.216	61.245.216
3	Garde noire de S. M. le Sultan.....	2.200.000	3.015.000
6	Délégué à la Résidence générale, secrétariat général du Protectorat et services rattachés.....	4.589.958	4.889.958
10	Fonds de pénétration, fonds spéciaux, subventions à des œuvres diver- ses, missions.....	2.440.000	2.940.000
20	Troupes spéciales indigènes, subventions au budget de la guerre.....	25.669.053	26.369.053
22	Comptabilité générale.....	516.900	2.916.900
24	Impôts directs.....	12.230.395	14.992.395
30	Ponts et chaussées.....	37.603.000	35.703.000
31	Mines.....	682.000	582.000
36	Encouragements à l'agriculture et à l'élevage.....	7.677.700	8.877.700
40	Office des postes, des télégraphes et des téléphones.....	19.794.000	19.444.000
51	Dépenses imprévues.....	1.000.000	4.350.000
52	Dépenses d'exercices clos.....	mémoire	70.887.572 92
53	Dépenses d'exercices périmés.....	mémoire	173.904 12

ART. 2. — Les crédits des chapitres ci-après désignés de la 2^e partie du budget de l'exercice 1924 (dépenses sur
fonds d'emprunt) sont modifiés comme suit :

CHAPITRES	RUBRIQUES BUDGÉTAIRES	CRÉDITS PRIMITIFS	CRÉDITS DÉFINITIFS
Première section. — Emprunt 1914-1918.			
1	Paiement des dettes contractées par le makhzen.....	mémoire	896 50
2	Indemnités aux victimes des événements de Fès, Marrakech et autres lieux.....	»	377.934 96
5	Installation des services publics :		
	c) installation des services judiciaire et pénitentiaire.....	»	23 07
6	Construction, aménagement, installation :		
	a) d'hôpitaux, ambulances, dispensaires, bâtiments divers pour l'assistance médicale.....	»	24.917 14
	c) de lignes et postes télégraphiques et téléphoniques, de bureaux postaux ou télégraphiques.....	»	69.871 15

CHAPITRES	RUBRIQUES BUDGÉTAIRES	CRÉDITS PRIMITIFS	CRÉDITS DÉFINITIFS
7	Premières dépenses pour :		
	a) mise en valeur des forêts du Maroc	»	0 70
	b) irrigations, champs d'essais, dessèchement des marais	»	3.612 82
	c) exécution de la carte du Maroc	»	67.302 97
	d) exécution du cadastre	»	115.961 51
8	Subventions aux villes du Maroc pour travaux municipaux	»	141.128 49
10	Conservation des monuments historiques	»	784 95
11	Reconstitution du patrimoine immobilier du makhzen :		
	a) travaux de première mise en valeur du patrimoine immobilier du makhzen, achats d'immeubles nécessités par l'exécution du plan d'extension des villes et la création de lotissements urbains et ruraux	»	25.949 38
13	Dépenses d'exercices clos	»	115.512 66
14	Dépenses d'exercices périmés	»	38.686 00
Deuxième section. — Emprunt autorisé par la loi du 19 août 1920			
1	Bâtiments administratifs :		
	1 ^o Bâtiments d'Etat { a) civils	600.000	1.127.215 13
	{ b) militaires	440.000	621.240 26
	2 ^o Service pénitentiaire	700.000	988.897 53
	4 ^o Finances	367.000	599.189 32
	5 ^o Justice	549.000	664.136 39
2	Dépenses d'ordre économique et social :		
	1 ^o Travaux publics :		
	b) ports	15.400.000	30.581.264 20
	c) routes	4.467.000	6.316.140 72
	2 ^o Mise en valeur et développement des ressources naturelles du Maroc :		
	a) agriculture, commerce, colonisation	3.400.000	5.326.256 50
	b) hydraulique agricole et industrielle	16.200.000	21.318.260 86
	c) eaux et forêts : reconstitution des forêts et reboisement ..	1.000.000	1.048.493 67
	d) propriété foncière : immatriculation des terres de colonisation	700.000	732.815 03
	e) domaines : reconstitution du patrimoine immobilier de l'Etat ; fonds de remploi domanial pour la colonisation ..	2.600.000	3.464.991 31
	3 ^o Postes, télégraphes et téléphones	2.730.000	9.434.272 34
	4 ^o Santé	2.125.000	3.844.706 85
	5 ^o Enseignement	3.765.000	4.022.934 28
3	Dépenses diverses :		
	Beaux-arts et monuments historiques	620.000	627.328 14
4	Dépenses d'exercices clos	»	39.124 42

ART. 3. — La nomenclature et les crédits des articles de la 3^e partie du budget de l'exercice 1924 (dépenses sur ressources avec affectation spéciale autres que les fonds d'emprunt) sont modifiés comme suit :

Chap.	Art.	RUBRIQUES BUDGÉTAIRES	CRÉDITS PRIMITIFS	CRÉDITS DÉFINITIFS
Première section. — Prélèvement sur le fonds de réserve pour les dépenses énumérées ci-après :				
1		<i>Secrétariat général du Protectorat :</i>		
	1	Achat et construction de bâtiments pour les contrôles	mémoire	73.892.07
	2	Construction et installation d'une imprimerie officielle	»	498.275 51
	3	Aménagement intérieur et ameublement des immeubles des services administratifs centraux	»	266.874 86
	4	Construction de prisons	»	33.315 50
	5	Achat de terrains pour l'exécution des plans de villes	»	6 00
2		<i>Direction générale des finances :</i>		
	1	Achat de vapeurs en vue du ravitaillement	»	11.500 00
	2	Construction d'une caserne des douanes à Casablanca	»	639.332 78

Chap.	Art.	RUBRIQUES BUDGÉTAIRES	CRÉDITS PRIMITIFS	CRÉDITS DÉFINITIFS
	3	Achat de l'immeuble occupé par l'Office du Maroc à Paris	mémoire	200.000 00
	4	Déficit du ravitaillement	»	2.550.000 00
	5	Règlement des dettes du makhzen	»	347.495 96
3.		<i>Direction des affaires chérifiennes :</i>		
	unique	Construction et installation du grand vizirat à Rabat	»	210.389 68
4		<i>Direction des affaires indigènes et du service des renseignements :</i>		
	1	Achat et constructions de bâtiments pour les régions	»	948 71
5		<i>Direction générale des travaux publics :</i>		
	1	Construction des services de l'administration centrale à Rabat	1.550.000	2.272.262 44
	3	Construction de routes et ponts	mémoire	3.364.210 26
	8	Contribution du Protectorat aux dépenses de construction des chemins de fer à voie de 0,60	»	8.500.000 00
6		<i>Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation :</i>		
	1	Edification d'une bourse et d'une chambre de commerce à Casablanca	»	106.931 24
	2	Participation du Protectorat à l'exposition coloniale de Marseille (1922)	»	100.380 09
	3	Participation du Protectorat à l'exposition interalliée de Paris (1925)	»	50.000 00
9		<i>Direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités :</i>		
	1	Constructions scolaires	»	300.478 31
	2	Installation et aménagement de l'Institut scientifique	»	381.563 86
10		<i>Direction générale des services de santé :</i>		
	unique	Construction, aménagement et installation d'hôpitaux, ambulances, dispensaires et bâtiments divers pour l'assistance médicale	»	27.504 40
Deuxième section. — Dépenses diverses				
	1	Remplois domaniaux	3.500.000	6.330.793 04
	2	Construction et aménagements au palais du Sultan à Rabat	mémoire	1.622 35
	3	Pension Rebout	3.000	4.500 00
	4	Frais de gestion et remboursement des créances des contumaces	10.000	32.692 34
	5	Dépenses imputées sur la caisse spéciale	17.000.000	31.587.233 19
	6	Allocations sur le pari mutuel en faveur des œuvres d'assistance	40.000	190.902 40
	7	Création et fonctionnement de services et organismes publics d'assistance et subventions à des œuvres privées de bienfaisance	400.000	874.562,80
	8	Allocation sur le pari mutuel en faveur de l'élevage et du comité consultatif des courses	20.000	70.684 25
	9	Fondation Braunschwig	5.000	7.250 12
	10	Etablissement de lignes télégraphiques et téléphoniques d'intérêt privé	500.000	714.162 87
	11	Mise en valeur de la plaine de Guercif	mémoire	30.710 56
	12	Dépenses sur fonds de concours	»	261.434 26
	13	Dépenses d'exercices clos	»	961.139 52
	14	Allocations et secours sur le fonds commun des débits de tabac	200.000	482.954 26
	15	Recherches archéologiques et aménagement d'un musée à Volubilis	5.000	»
	16	Construction de recettes du Trésor	»	500.000 00
	17	Contribution extraordinaire de l'Office chérifien des phosphates aux dépenses de travaux d'intérêt général	»	5.886.049 92

Fait à Rabat, le 12 rejeb 1344,
(27 janvier 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

DAHIR DU 2 FÉVRIER 1926 (18 rejeb 1344)
modifiant le dahir du 23 août 1916 (23 chaoual 1334)
sur les gardes particuliers.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 7 du dahir du 23 août 1916 (23 chaoual 1334) sur les gardes particuliers, est modifié comme suit :

« Article 7. — Par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-dessus, les gardes particuliers de la chasse, ainsi que les gardes particuliers, dits « gardes-vente », des adjudicataires de coupes ou bénéficiaires de marchés de gré à gré sur le domaine forestier de l'Etat, sont agréés et licenciés par le directeur des eaux et forêts. »

Fait à Rabat, le 18 rejeb 1344,
 (2 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
 T. STEEG.

DAHIR DU 5 FÉVRIER 1926 (21 rejeb 1344)
approuvant la substitution de MM. Mohring et Denis à
la « Société industrielle de l'Oranie au Maroc », dans
la concession de l'énergie électrique pour l'éclairage
public et privé de la ville de Taza.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 14 décembre 1921 (13 rebia II 1340) portant approbation de la convention de concession à la Société Industrielle de l'Oranie de la distribution publique de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de la ville de Taza, ainsi que du cahier des charges y annexé, et, notamment, l'article 15 de la convention de concession ;

Vu le procès-verbal en date du 24 octobre 1923 de l'assemblée générale des actionnaires de la Société Industrielle de l'Oranie au Maroc, déclarant dissoute la dite société et donnant tous pouvoirs à M. G. Allée en tant que liquidateur, lequel procès-verbal a été enregistré à Fès le 6 décembre 1923 ;

Vu la demande présentée le 23 juillet 1924 par M. G. Allée, administrateur de société à Oran, liquidateur de la société susvisée, à l'effet de substituer MM. Mohring et Denis, industriels à Taza, à la dite société dans les droits et obligations de la convention et du cahier des charges susvisés ;

Vu la demande présentée le 28 juillet 1924 par MM. Mohring et Denis, industriels à Taza, à l'effet d'être substitués à

la société susvisée pour la concession de l'énergie électrique pour l'éclairage public et privé de la ville de Taza ;

Vu le procès-verbal, en date du 4 novembre 1924, de la commission municipale mixte de la ville de Taza ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Est approuvée la substitution de MM. Mohring et Denis, industriels à Taza, à la « Société Industrielle de l'Oranie au Maroc » dans tous les droits et obligations résultant de la convention et du cahier des charges approuvés par Notre dahir du 14 décembre 1921 (13 rebia II 1340) susvisé.

Fait à Rabat, le 21 rejeb 1344,
 (5 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
 T. STEEG.

DAHIR DU 5 FÉVRIER 1926 (21 rejeb 1344)
rapportant l'interdiction d'importation au Maroc des
animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine
et porcine en provenance de la Belgique, et maintenant
la dite interdiction pour les animaux des mêmes espèces
en provenance des Indes et de l'Afrique occidentale
française.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 12 juillet 1914 (18 chaabane 1332) édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation des animaux et produits animaux ;

Vu le dahir du 2 septembre 1920 (18 hija 1338) prohibant l'importation, au Maroc, de tous les animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance de la Belgique ;

Vu le dahir du 16 octobre 1920 (3 safar 1339) plaçant sous le même régime de prohibition les animaux des espèces précitées en provenance des Indes et de l'Afrique occidentale française ;

Considérant que la peste bovine a disparu en Belgique, mais sévit encore aux Indes et en Afrique occidentale française,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Nos dahirs susvisés des 2 septembre 1920 (13 hija 1338) et 16 octobre 1920 (3 safar 1339) sont abrogés. Est levée, en conséquence, toute prohibition d'importation en zone française de Notre Empire, d'animaux et produits animaux en provenance de la Belgique.

ART. 2. — Sont et demeurent prohibés l'importation et le transit, en zone française, de tous les animaux vivants des espèces bovine, ovine, caprine et porcine en provenance de l'Afrique occidentale française et des Indes.

ART. 3. — La même interdiction est étendue au peaux vertes et sèches et aux laines de même provenance.

ART. 4. — Les infractions aux dispositions du présent dahir seront constatées et punies dans les conditions prévues par Notre dahir susvisé du 12 juillet 1914 (18 chaabane 1332).

Fait à Rabat, le 21 rejev 1344,
(5 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

DAHIR DU 9 FÉVRIER 1926 (25 rejev 1344)
autorisant la vente de gré à gré de terrains domaniaux
sis à Saïdia du Kiss.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente de gré à gré des parcelles domaniales sises à Saïdia-du-Kiss, ci-après énumérées :

1° La parcelle n° 11, d'une superficie de 24 ha. 90 environ, et la parcelle n° 12, d'une superficie de 1 ha. environ, au profit de M. Darlier Edouard, colon à Saïdia-du-Kiss, moyennant le prix global de seize mille sept cent vingt francs (16.720 fr.) ;

2° Partie de la parcelle n° 8, d'une superficie de 11 ha. 35 a. environ, au profit de M. de Lombardon, ingénieur agronome à Saïdia-du-Kiss, moyennant le prix de trois mille huit cent quatre-vingt-deux francs, cinquante centimes (3.882 fr. 50) ;

3° Les parcelles n° 1, d'une superficie de 6 ha. 06 environ ; parcelle n° 2, d'une superficie de 6 ha. environ ; parcelle n° 3, d'une superficie de 2 ha. 30 environ ; parcelle n° 4, d'une superficie de 1 ha. 50 environ ; parcelle n° 5, d'une superficie de 6 ha. 40 environ ; parcelle n° 6, d'une superficie de 8 ha. 70 environ ; parcelle n° 7, d'une superficie de 6 ha. 10 environ ; parcelle n° 8, d'une superficie de 9 ha. 80 environ ; parcelle n° 9, d'une superficie de 3 ha. 30 environ ; parcelle n° 10, d'une superficie de 15 ha. 03 environ ; parcelle n° 11, d'une superficie de 0 ha. 80 environ ; parcelle n° 12, d'une superficie de 0 ha. 15 environ ; parcelle n° 14, d'une superficie de 0 ha. 28 environ, et parcelle n° 15, d'une superficie de 1 ha. 10 environ, au profit de M. Pascalet Jules, colon à Saïdia-du-Kiss, et moyennant le prix global de quarante-trois mille six francs, cinquante centimes (43.006 fr. 50).

ART. 2. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 25 rejev 1344,
(9 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

DAHIR DU 9 FÉVRIER 1926 (25 rejev 1344)
portant modifications au dahir du 23 mars 1918 (9 joumada II 1336) organisant le stage officinal dans la zone française de l'Empire chérifien.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever
et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le dahir du 13 juillet 1918 (4 chaoual 1336) modifiant le dahir du 23 mars 1918 (9 joumada II 1336) relatif au stage officinal dans la zone française de l'Empire chérifien, est abrogé.

ART. 2. — Les dispositions des articles 2 et 6 du dahir précité du 23 mars 1918 (9 joumada II 1336) sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Article 2. — Ce stage ne peut être accompli que dans des officines dont les titulaires, qui doivent être obligatoirement des pharmaciens français diplômés, ont été agréés à cet effet, après avis du directeur général des services de santé, par le secrétaire général du Protectorat. La liste des pharmaciens français agréés est publiée chaque année au Bulletin Officiel. L'agrément peut toujours être retiré. »

« Article 6. — Le stagiaire doit tenir un cahier de stage, visé par le directeur général des services de santé ou son délégué au moment de l'inscription et à toute mutation d'officine. Ce cahier devra porter le nom du stagiaire et celui du pharmacien chez lequel est fait le stage. Dans le cahier de stage seront consignées au jour le jour les manipulations et préparations officinales que le stagiaire aura effectuées dans la pharmacie.

« Ledit cahier sera visé par l'inspecteur des pharmacies, à chacune de ses visites ; il sera présenté au jury de l'examen de validation du stage. »

Fait à Rabat, le 25 rejev 1344,
(9 février 1926).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

DAHIR DU 12 FÉVRIER 1926 (28 rejev 1344)
autorisant l'échange d'une parcelle de l'immeuble domaniale dit « Bled Bouknadel » (Doukkala) contre deux parcelles du lotissement du centre de Bir Jedid appartenant à des particuliers.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange d'une parcelle de 30 hectares à prélever sur l'immeuble domaniale dit

« Bled Bouknadel », sis en Chiadma des Doukkala et inscrit au sommier des biens domaniaux sous le n° 7 AZR., contre deux parcelles de terrain, d'une superficie de 22 hectares, comprises dans le premier lot du lotissement du centre de Bir Jedid, portant les n° 14 et 16 du dit lot et appartenant à El Mekki ben Bouchaïb ben Thami Chiadmi el Meharzi et à Mohammed ben Haj Saïd Soussi, désignées et délimitées à la convention annexée à l'original du présent dahir.

ART. 2. — L'amin el amelak d'Azemmour est chargé de l'exécution du présent dahir, auquel l'acte d'échange devra se référer.

*Fait à Rabat, le 28 rejeb 1344,
(12 février 1926).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 19 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 30 JANVIER 1926
(15 rejeb 1344)

relatif aux redevances à verser au Trésor par les attributaires de prises d'eau.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332), modifié par le dahir du 8 novembre 1919 (14 safar 1338) sur le domaine public ;

Vu le dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) sur les occupations temporaires du domaine public ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) sur le régime des eaux, et, notamment, l'article 26 ;

Considérant qu'il est opportun de fixer le taux des redevances à imposer au profit de l'Etat pour l'usage des eaux, en vertu d'une autorisation ou d'une concession accordée suivant les modalités prévues au titre III du dahir du 1^{er} août 1925 (11 moharrem 1344) susvisé ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Tous droits acquis étant respectés, les redevances à payer, le cas échéant, pour l'usage de l'eau en vertu d'une autorisation ou d'une concession seront déterminées comme suit.

ART. 2. — Lorsque les eaux serviront à l'irrigation et seront dérivées au fil de l'eau, la redevance sera composée de deux parts :

a) Une part proportionnelle au débit moyen annuel que fournira la prise, et fixée à cent francs par litre seconde et par an et qui commencera à être perçue à partir de la sixième année après l'exécution par l'attributaire des travaux de la prise.

b) Une part ayant pour but de faire participer l'attributaire aux frais des travaux exécutés par l'Etat en vue de l'adduction des eaux, et le cas échéant, de leur mise en réserve, ainsi qu'aux frais d'entretien de ces travaux exécutés par l'Etat. Cette part sera proportionnelle au débit moyen annuel que fournira la prise. Elle sera fixée ainsi

que ses modalités de paiement, sur l'avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

ART. 3. — Lorsque la prise dessert une usine hydraulique dont les frais sont entièrement supportés par l'attributaire de l'autorisation ou de la concession, la redevance sera proportionnelle au produit du débit moyen annuel par la hauteur de chute. Elle sera de dix francs par poncelet et par an et commencera à être perçue à dater de l'autorisation ou de la concession.

Si l'Etat a exécuté des travaux dont profitera le bénéficiaire de l'autorisation ou de la concession, la redevance sera augmentée d'une part des frais supportés par l'Etat qui sera fixée ainsi que ses modalités de paiement après avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

ART. 4. — Tout autre cas non défini aux articles 2 et 3 ci-dessus fera l'objet de décisions particulières prises sur l'avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles.

ART. 5. — Des arrêtés pris par le directeur général des travaux publics sur l'avis du conseil de l'hydraulique et des améliorations agricoles fixeront les directives générales à suivre pour la détermination du débit moyen annuel servant de base au calcul de la part de redevance visée au paragraphe a) de l'article 2 ci-dessus.

*Fait à Rabat, le 15 rejeb 1344,
(30 janvier 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 13 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 2 FÉVRIER 1926
(18 rejeb 1344)

autorisant l'acquisition, par le domaine privé de l'Etat, de trois immeubles sis à Rabat, Meknès et Oujda.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 21 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335), portant règlement sur la comptabilité publique de l'Empire chérifien ;

Considérant qu'il y a intérêt pour l'Etat chérifien d'acquiescer, en vue de l'installation de services publics, les immeubles sis à Rabat et à Meknès appartenant à la Banque d'Algérie et l'immeuble sis à Oujda appartenant à la Banque d'Etat du Maroc ;

Sur la proposition du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le domaine privé de l'Etat chérifien est autorisé à acquiescer les immeubles ci-après énumérés :

1° Un immeuble sis à Rabat, avenue Dar el Makhzen, faisant l'objet du titre foncier n° 1048 C. R., et un immeuble sis à la ville nouvelle de Meknès, faisant l'objet du titre foncier n° 960 R., appartenant tous deux à la Banque d'Algérie, moyennant un prix global de un million (1.000.000) ;

2° Un immeuble sis à Oujda, faisant l'objet du titre foncier n° 5650, appartenant à la Banque d'Etat du Maroc, moyennant le prix de trois cent mille francs (300.000 fr.).

*Fait à Rabat, le 18 rejeb 1344,
(2 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 18 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 FÉVRIER 1926
(19 rejeb 1344)**

autorisant l'acquisition par le domaine privé de l'Etat chérifien d'une parcelle de terrain sise à Tedders et appartenant à El Gouini ben Mohamed Jezaïri.

LE GRAND VIZIR,

Vu la nécessité de procéder, pour l'installation et l'agrandissement du poste de contrôle civil de Tedders, à l'achat d'une parcelle de terrain de 2.100 mètres carrés environ, sur laquelle est édifié une maisonnette, et qui appartient à El Gouini ben Mohamed Jezaïri, en résidence à Salé ;

Vu l'article 21 du dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, modifié par le dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat et du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée l'acquisition par le domaine privé de l'Etat chérifien, moyennant le prix de onze cents francs (1.100 fr.), d'une parcelle de terrain de 2.100 mètres carrés environ, sise à Tedders, et appartenant à El Gouini ben Mohamed Jezaïri.

Cette propriété forme enclave dans le terrain dit : « Bled ould Bouazza el Abdouni », objet de la réquisition d'immatriculation n° 1735 R.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1344,
(3 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 13 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 3 FÉVRIER 1926
(19 rejeb 1344)**

relatif à l'attribution des bourses d'entretien dans l'école industrielle et commerciale de Casablanca.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 22 mars 1920 (1^{er} rejeb 1338) relatif à l'attribution des bourses dans l'école industrielle et commerciale de Casablanca ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1925 (7 jourmada II 1344) relatif à l'attribution des bourses d'entretien dans les établissements d'enseignement secondaire,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'arrêté viziriel susvisé du 23 décembre 1925 (7 jourmada II 1344) relatif à l'attribution des bourses d'entretien dans les lycées et collèges, sont applicables à l'école industrielle et commerciale de Casablanca.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1344,
(3 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 13 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

**ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 FÉVRIER 1926
(21 rejeb 1344)**

portant modification de la circonscription territoriale des bureaux d'état civil de Mechra bel Ksiri et de Souk el Arba du Rab.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 23 décembre 1922 (3 jourmada I 1341) portant création de bureaux d'état civil ;

Considérant qu'en raison du transfert de Mechra bel Ksiri à Souk el Arba du Rab du siège de la circonscription de contrôle civil, il convient de donner comme circonscription territoriale au bureau d'état civil dont le siège est à Souk el Arba, celle de la circonscription de contrôle, à l'exclusion du poste de contrôle civil de Mechra bel Ksiri,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par modification aux dispositions de l'article premier de l'arrêté viziriel susvisé du 23 décembre 1922 (3 jourmada I 1341), la circonscription territoriale des bureaux d'état civil dont le siège est à Mechra bel Ksiri et à Souk el Arba du Rab, est modifiée comme suit :

« Bureau d'état civil de Mechra bel Ksiri : poste de contrôle civil de Mechra bel Ksiri ;

« Bureau d'état civil de Souk el Arba : contrôle civil de Souk el Arba, à l'exclusion du poste de contrôle civil de Mechra bel Ksiri. »

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1^{er} mars 1926.

*Fait à Rabat, le 21 rejeb 1344,
(5 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

*Rabat, le 13 février 1926.
Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 5 FÉVRIER 1926

(21 rejev 1344)

créant une société indigène de prévoyance dans le cercle Zaïan.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 28 janvier 1922 (29 joumada I 1340) sur les sociétés indigènes de prévoyance, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Vu le dahir du 21 novembre 1916 (25 moharrem 1335), créant des djemâas de tribus, modifié par le dahir du 11 mars 1924 (5 chaabane 1342) ;

Vu l'arrêté viziriel du 30 août 1924 (28 moharrem 1343) créant des djemâas de tribus dans la confédération des Zaïan ;

Sur la proposition du directeur des affaires indigènes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans le cercle Zaïan, une société indigène de prévoyance dénommée « Société indigène de prévoyance des Zaïan ».

ART. 2. — Le siège social de cette société est à Kénitra.

ART. 3. — Elle est formée de six sections énumérées ci-après :

- Section des Bou Hassoussen ;
- Section des Aït Harkat de Guelmous ;
- Section des Aït Harkat de Khénifra ;
- Section des Aït Kraï de Khénifra ;
- Section des Aït Sidi Bou Abded ;
- Section des Aït Bou Haddou et des Imazen.

ART. 4. — Le chef de la circonscription ou son délégué, représentant l'autorité de contrôle auprès du conseil d'administration, est autorisé à recevoir du président de la société une délégation permanente pour les actes d'administration et les opérations de comptabilité faites en dehors des séances du conseil.

ART. 5. — Le directeur général des finances, le directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation et le directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 21 rejev 1344,
(5 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 février 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 6 FÉVRIER 1926

(22 rejev 1344)

portant déclassement de délaissés du domaine public de la ville de Rabat.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 16 avril 1914 (20 joumada I 1332) sur les alignements, plans d'aménagement et d'extension des villes, servitudes et taxes de voirie, modifié par les dahirs

des 19 février 1916 (14 rebia II 1334), 25 juin 1916 (23 chaabane 1334), 10 novembre 1917 (25 moharrem 1336), 23 octobre 1920 (10 safar 1339) et 8 octobre 1924 (8 rebia I 1343) ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1340) sur le domaine municipal, complété par le dahir du 17 octobre 1925 (28 rebia I 1344) ;

Vu le dahir du 12 octobre 1918 (5 moharrem 1337) approuvant et déclarant d'utilité publique les plans et règlements d'aménagement du secteur des jardins de la ville de Rabat, modifié par le dahir du 24 avril 1925 (30 ramadan 1343) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale mixte de la ville de Rabat, dans sa séance du 22 août 1925 ;

Sur la proposition du secrétaire général du Protectorat, après avis du directeur général des finances et du directeur général des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclassés les délaissés du domaine public de la ville de Rabat, situés le long de l'avenue Foch, et qui résultent du plan d'aménagement du quartier des jardins, déclaré d'utilité publique par le dahir susvisé du 24 avril 1925 (30 ramadan 1343).

Les dites parcelles sont teintées en jaune, rose, vert, bleu et rouge sur le plan annexé au présent arrêté, et ont respectivement une superficie de :

La parcelle teintée en rose : deux cent vingt-six mètres carrés (226 mq.) ;

La parcelle teintée en vert : deux cent quatre-vingt-onze mètres carrés (291 mq.) ;

La parcelle teintée en bleu : mille deux cent sept mètres carrés (1.207 mq.) ;

La parcelle teintée en rouge : deux cent quatre mètres carrés (204 mq.).

ART. 2. — Le chef des services municipaux de la ville de Rabat est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 22 rejev 1344,
(6 février 1926).*

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 février 1926.

*Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 6 FÉVRIER 1926

(22 rejev 1344)

modifiant l'arrêté viziriel du 30 mars 1922 (1^{er} chaabane 1340) portant organisation du personnel du service des perceptions.**LE GRAND VIZIR,**

Vu l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 joumada II 1339) portant organisation du personnel du service des perceptions, modifié et complété par l'arrêté viziriel du 30 mars 1922 (1^{er} chaabane 1340),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le § 3 de l'article 8 de l'arrêté viziriel du 15 février 1921 (6 joumada II 1339), tel qu'il a été

complété par l'arrêté viziriel du 30 mars 1922 (1^{er} chaabane 1340), est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes:

« Article 8. —

« Les collecteurs sont recrutés, soit parmi les anciens sous-officiers ou les anciens militaires du corps de la gen-darmerie, justifiant de 10 ans au moins de service militaire, soit parmi les candidats réunissant les conditions de l'article 6 du présent arrêté, les uns et les autres devant être reconnus aptes à exercer cet emploi. »

(Le reste de l'article sans changement).

Fait à Rabat, le 22 rejeb 1344,
(6 février 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 12 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 10 FÉVRIER 1926

(26 rejeb 1344)

autorisant le domaine privé de l'Etat à faire l'acquisition de deux bâtiments édifiés par le service de la navigation aérienne sur l'immeuble domanial dit « Port aérien de Bouskoura ».

LE GRAND VIZIR.

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, modifié par le dahir du 20 décembre 1921 (19 rebia II 1340) ;

Considérant l'utilité pour le domaine privé de l'Etat chérifien de réaliser l'acquisition de deux bâtiments en maçonnerie édifiés par le service de la navigation aérienne sur l'immeuble domanial dit « Port aérien de Bouskoura » ;

Après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le service des domaines est autorisé à réaliser l'acquisition, moyennant le prix de quatre mille francs (4.000 fr.), des bâtiments ci-après désignés et de leurs dépendances, édifiés par le service de la navigation aérienne sur l'immeuble domanial dit « Port aérien de Bouskoura ».

Bâtiment n° 1. — Superficie 73 mètres carrés, murs en maçonnerie, charpente en bois, toiture en tôles ondulées ;

Bâtiment n° 2. — Superficie 110 mètres carrés, murs en maçonnerie, charpente en bois, toiture en tôles ondulées.

ART. 2. — Le directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 26 rejeb 1344,
(10 février 1926).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 février 1926.

Le Commissaire Résident Général,
T. STEEG.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 9 FÉVRIER 1926 portant modifications dans l'organisation territoriale de la région de Taza.

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les bureaux de renseignements de Kef el Rar et de Bou Méhiris, créés par l'arrêté résidentiel du 28 décembre 1922, sont supprimés.

ART. 2. — Il est créé, à la date du 1^{er} février 1926, dans le cercle de Taza-nord, trois nouveaux bureaux de renseignements à Cheyab, Aknoul et Mesguitten.

ART. 3. — Le cercle de Taza-nord ainsi réorganisé comprend :

- Un bureau de renseignements de cercle à Taza ;
- Un bureau de renseignements à Oued Amelil ;
- Un bureau de renseignements à Cheyab, dépendant du bureau de renseignements d'Oued Amelil ;
- Un bureau de renseignements à Bab Morouj ;
- Un bureau de renseignements à Aknoul ;
- Un bureau de renseignements à Mesguitten.

a) Le bureau de renseignements du cercle de Taza-nord, à Taza, est chargé de la centralisation des affaires du cercle, de la surveillance politique et du contrôle administratif des tribus Riata, Oulad Bekkar et Mknassa, ainsi que de la tribu des Merraoua, précédemment contrôlée par le bureau de renseignements de Bou Méhiris.

b) Le bureau de renseignements de Oued Amelil conserve les attributions déjà définies par l'arrêté du 23 décembre 1922, c'est-à-dire la surveillance politique et le contrôle administratif de la tribu des Tsoul.

c) Le bureau de renseignements de Cheyab, dépendant du bureau de renseignements d'Oued Amelil, est chargé de la surveillance politique et du contrôle administratif des Beni Bou Yala, précédemment contrôlés par le bureau de renseignements de Kef el Rar. Il est également chargé de l'action politique à mener chez les Senhaja de Reddou et les Beni Oulid.

d) Le bureau de renseignements de Bab Morouj conserve les attributions déjà définies par l'arrêté du 15 septembre 1925, c'est-à-dire la surveillance politique et le contrôle administratif des Branès ;

e) Le bureau de renseignements d'Aknoul est chargé de la surveillance politique et du contrôle administratif de la tribu des Gzennaïa de la zone française, précédemment contrôlée par le bureau de renseignements de Bou Méhiris, et de l'action politique à mener chez les Marnissar.

f) Le bureau de renseignements de Mesguitten est chargé de la surveillance politique et du contrôle administratif des tribus Metalsa, de la zone française, et Oulad Bou Rima, précédemment contrôlées par le bureau de renseignements de Bou Méhiris.

ART. 4. — Le directeur général des finances, le directeur des affaires indigènes et le général commandant la région de Taza sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 9 février 1926.

T. STEEG.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 9 FÉVRIER 1926
portant modification dans l'organisation territoriale du
Tadla (région de Marrakech).

LE COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Boujad, créé par l'arrêté résidentiel du 13 décembre 1921, est supprimé à la date du 1^{er} février 1926.

ART. 2. — Il est créé à la même date :

a) Une annexe de renseignements à Boujad, dépendant du territoire du Tadla. Le bureau de l'annexe à Boujad remplace le bureau de renseignements de cercle supprimé.

b) Une annexe de renseignements à Dar-ould Zidouh, dépendant du territoire du Tadla, remplaçant le bureau de renseignements actuel de Dar-ould Zidouh.

ART. 3. — L'annexe de renseignements de Boujad est chargée de la surveillance politique et du contrôle administratif des Beni Zemmour.

ART. 4. — L'annexe de renseignements de Dar-ould Zidouh aura les mêmes attributions politiques et administratives que l'ancien bureau de renseignements de Dar-ould Zidouh.

ART. 5. — Le directeur général des finances, le directeur des affaires indigènes et le général de division commandant la région de Marrakech-sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 9 février 1926.

T. STEEG.

ARRÊTÉ DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DU PROTECTORAT

fixant le chiffre total des emplois réservés de commis à mettre au concours, pour l'année 1926, le chiffre particulier à chaque service, le programme et les conditions du concours.

LE SECRÉTAIRE GENERAL DU PROTECTORAT,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 30 novembre 1921, modifié par les dahirs des 2 décembre 1922, 27 mars 1923, 21 novembre 1923, 8 septembre 1924, 4 mars 1925, 4 avril 1925, 22 avril 1925 et 10 juillet 1925, réservant dans des conditions spéciales des emplois aux officiers ou hommes de troupe des armées de terre et de mer pensionnés en vertu de la loi

française du 31 mars 1919 ou, à leur défaut, à certains anciens combattants, et aux veuves de guerre non remariées et aux orphelines de guerre ;

Vu l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 9 décembre 1922, 11 février 1925 et 11 juillet 1925, portant règlement pour l'application du dahir du 30 novembre 1921 susvisé ;

Vu les états de prévision établis par les services intéressés,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le chiffre total des emplois réservés de commis à mettre au concours pour l'année 1926, et le chiffre particulier des dits emplois réservés dans chaque service, sont arrêtés comme il est indiqué au tableau ci-après :

SERVICES DE LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE ET DU GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN	Emplois de commis disponibles en 1926, conformément aux prévisions budgétaires	Proportion réservée conformément à l'annexe 2 du dahir du 30 novembre 1921	Chiffre réservé dans chaque service, conformément au barème annexé à l'arrêté viziriel du 21 janvier 1922
I. — RÉSIDENCE GÉNÉRALE			
<i>Secrétariat général du Protectorat</i>			
Service des contrôles civils et du contrôle des municipalités :			
Contrôles civils.....	21	1/3	7
Municipalités.....	2	1/3	1
Services administratifs.....	néant	»	»
II. — JUSTICE FRANÇAISE			
<i>Service de la justice française</i>	néant	»	»
III. — GOUVERNEMENT CHÉRIFIEN			
<i>1^o Direction générale des finances</i>			
Budget et comptabilité générale.....	3	1/3	1
Perceptions.....	10	1/3	3
Impôts et contributions.....	3	1/3	1
Douanes et régies (commis du cadre secondaire).....	4	1/3	1
Enregistrement et timbre.....	néant	»	»
Domaines.....	néant	»	»
Contrôle des engagements de dépenses.....	1	1/3	1
<i>2^o Direction générale des travaux publics</i>	9	1/3	3
<i>3^o Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation</i>			
Service de l'agriculture et des améliorations agricoles.....	2	3/4	2
Service de la conservation de la propriété foncière.....	5	1/3	2
Service de la propriété industrielle.....	1	3/4	1
<i>4^o Direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités</i>			
.....	néant	»	»
<i>5^o Trésorerie générale</i>	5	1/3	2
<i>6^o Direction des affaires chérifiennes</i>	néant	»	»
<i>7^o Service de la santé et de l'hygiène publiques</i>	néant	»	»
<i>8^o Service topographique</i>	néant	»	»

Chiffre total des emplois réservés de commis à mettre au concours : 25.

ART. 2. — Le concours pour le recrutement aux emplois réservés de commis, prévu à l'article précédent, s'ouvrira le lundi 26 avril 1926, à huit heures du matin :

A Fès, aux services municipaux, pour les candidats des régions d'Oujda, Fès et Meknès ;

A Rabat, à l'Institut des hautes études marocaines, pour les candidats des régions du Rarb et de Rabat ;

A Casablanca, aux services municipaux, pour les candidats du reste de la zone française.

ART. 3. — Le programme du concours comprend les matières spéciales suivantes :

1° Notions élémentaires d'arithmétique (système métrique, règle de trois) ;

2° Notions élémentaires de géographie physique, politique et économique de la France et de l'Afrique du Nord.

ART. 4. — Les épreuves du concours, exclusivement écrites, sont au nombre de quatre :

1° Dictée faite sur papier non réglé ;

2° Solution de problèmes d'arithmétique élémentaire ;

3° Rédaction sommaire sur un sujet donné ;

4° Composition de géographie.

Deux séances sont consacrées aux compositions. Première séance : première épreuve (1 heure) ; deuxième épreuve (2 heures). Deuxième séance : troisième épreuve (2 heures) ; quatrième épreuve (1 heure).

ART. 5. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20 ; les coefficients sont :

Epreuve n° 1 : 3 ;

Epreuve n° 2 : 3 ;

Epreuve n° 3 : 2 ;

Epreuve n° 4 : 1.

Aucun candidat ne peut être admis s'il n'a obtenu un minimum de 90 points.

ART. 6. — Il est institué, dans chacun des centres de Fès et de Casablanca, une commission de surveillance composée du chef des services municipaux, président, et de deux fonctionnaires de la municipalité désignés par lui et agréés par le secrétaire général du Protectorat.

A Rabat, la commission de surveillance comprendra le chef du service du personnel, président, et deux fonctionnaires désignés par le secrétaire général du Protectorat.

Les sujets de composition sont adressés à l'avance, sous pli cacheté, au président de chaque commission de surveillance.

Au commencement de chaque séance, le président ouvre les enveloppes cachetées en présence des candidats et indique à chacun d'eux les sujets de composition.

Toute communication des candidats entre eux ou avec l'extérieur est formellement interdite ; toute fraude entraîne l'exclusion du candidat qui l'a commise.

A la clôture de chaque séance, les candidats remettent leurs compositions aux membres présents de la commission de surveillance.

Chaque copie doit porter deux devises qui sont reproduites, avec l'indication du nom, des prénoms et de la résidence du candidat, dans une enveloppe que ce dernier remet, cachetée, au président de la commission, en même

temps que sa composition. Le candidat conserve les mêmes devises pour les quatre épreuves.

Les opérations de chaque commission font l'objet d'un procès-verbal auquel sont annexées les compositions et les enveloppes contenant les devises. Le tout est adressé, sous pli cacheté, au secrétaire général du Protectorat.

ART. 7. — Un jury composé de quatre membres désignés par le secrétaire général du Protectorat procède, à Rabat, à la correction des épreuves.

Les listes de classement sont établies dans les conditions des articles 4 et 5 de l'arrêté viziriel du 24 janvier 1922 (25 jomada I 1340).

ART. 8. — Les demandes d'inscription des candidats doivent avoir été reçues au secrétariat général du Protectorat (service du personnel), le 26 mars 1926 au plus tard.

Elles doivent être accompagnées des pièces suivantes :

1° Une expédition, en due forme, de l'acte de naissance ;

2° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de six mois de date ;

3° Un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de six mois de date ;

4° Un certificat médical, dûment légalisé, attestant que le candidat est apte à servir au Maroc ;

5° Un état signalétique et des services militaires ;

6° Une ampliation dûment certifiée conforme du titre de pension ;

7° Le cas échéant, les certificats de vie des enfants légitimes ou reconnus, qui sont effectivement à la charge du candidat.

Rabat, le 16 février 1926.

DOYNEL DE SAINT-QUENTIN.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES TRAVAUX PUBLICS
relatif à une nouvelle répartition des eaux de l'Aïn Toto.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public, modifié par le dahir du 8 novembre 1919 et complété par le dahir du 1^{er} août 1925 ;

Vu le dahir du 1^{er} août 1925 sur le régime des eaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925 relatif à l'application du dahir sur le régime des eaux ;

Vu l'enquête ouverte du 25 avril au 25 mai 1925 dans le territoire de Meknès-banlieue sur le projet de répartition des eaux de l'Aïn Toto ;

Considérant que des modifications doivent être apportées à la répartition actuelle et qu'une nouvelle enquête s'impose,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une enquête publique est ouverte dans le territoire de Meknès-banlieue sur un projet de nouvelle répartition des eaux de l'Aïn Toto.

A cet effet, le dossier est déposé du 25 février au 25 mars 1926 dans les bureaux du contrôle civil de Meknès-banlieue à Meknès.

ART. 2. — La commission prévue à l'article 2 de l'arrêté viziriel du 1^{er} août 1925, sera composée de :

Un représentant de l'autorité de contrôle, président ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation ;

Un représentant du service des domaines ;

Un géomètre du service topographique.

Elle commencera ses opérations à la date fixée par son président.

Rabat, le 15 février 1926.

P. le Directeur général des travaux publics,
Le Directeur général adjoint,
MAITRE-DEVALLOIN.

AUTORISATION DE LOTERIE

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 13 février 1926, le comité des fêtes de Rabat a été autorisé à organiser, au profit des œuvres de bienfaisance régulièrement autorisées de la ville, une loterie de vingt mille billets à un franc, dont le tirage aura lieu le 15 avril 1926.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 19 FÉVRIER 1926 créant un emploi de directeur général des affaires indigènes.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Un emploi de directeur général est créé à la direction des affaires indigènes et du service des renseignements du Maroc, à compter du 1^{er} janvier 1926.

Rabat, le 19 février 1926.

T. STEEG.

* * *

Par arrêté résidentiel en date du 19 février 1926, M. DUCLOS Paul, conseiller rapporteur adjoint près le conseil de Gouvernement de l'Algérie, en service détaché, est nommé directeur général des affaires indigènes et du service des renseignements du Maroc, à compter du 1^{er} janvier 1926.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 20 FÉVRIER 1926 créant une inspection générale des affaires indigènes.

LE COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, à compter du 1^{er} janvier 1926, une inspection générale des affaires indigènes, rattachée au cabinet du Résident général.

ART. 2. — Elle sera dirigée par un fonctionnaire qui aura rang de directeur et qui prendra le titre d'inspecteur général des affaires indigènes.

ART. 3. — L'inspecteur général aura pour attributions de procéder à toutes enquêtes, études et missions qui lui seront prescrites par le Résident général relativement à la situation et à l'administration des indigènes.

Rabat, le 20 février 1926.

T. STEEG.

* * *

Par arrêté résidentiel en date du 20 février 1926, M. MERCIER, consul de 1^{re} classe h. c. à la disposition de la Résidence générale, est nommé inspecteur général des affaires indigènes à compter du 1^{er} janvier 1926.

CRÉATIONS D'EMPLOI

Par décision du secrétaire général du Protectorat, en date du 19 février 1926, sont créés au service de la sécurité générale, à compter du 1^{er} janvier 1926 :

Service central

4 emplois d'élève-secrétaire ;

1 emploi de secrétaire-interprète.

Police de sûreté

2 emplois de commissaire de police ;

3 emplois de secrétaire et inspecteur ;

4 emplois de sous-inspecteur français (dont 2 par transformation de 2 emplois d'agent de la sûreté) ;

11 emplois d'agent de la sûreté français ;

3 emplois de secrétaire-interprète indigène (dont 1 par transformation d'un emploi d'agent de la sûreté indigène) ;

2 emplois de sous-inspecteur indigène (par transformation de 2 emplois d'agent de la sûreté indigène) ;

6 emplois d'agent de la sûreté indigène.

Police du service central

2 emplois de brigadier français ;

18 emplois de gardien de la paix français (dont 11 par transformation de 11 emplois de gardien de la paix indigène) ;

1 emploi de dactylographe.

* * *

Par décision du secrétaire général du Protectorat, en date du 19 février 1926, sont créés au service de l'identification judiciaire, à compter du 1^{er} janvier 1926 :

3 emplois de commis principal ou chef de station.

* * *

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 19 décembre 1925, sont créés, à compter du 1^{er} janvier 1926, les emplois ci-après :

Mines

1 ingénieur adjoint (par transformation d'un emploi d'ingénieur adjoint des travaux publics).

Services maritimes spéciaux

2 gardes maritimes (par transformation d'un emploi de commis des travaux publics et d'un emploi de sous-agent).

2 maîtres de port.

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 1^{er} janvier 1926, il est créé dans les cadres de la direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation :

- 1 emploi de sous-chef de bureau ;
- 1 emploi de contrôleur de comptabilité (par transformation d'un emploi de commis) ;
- 2 emplois de rédacteur ;
- 2 emplois de commis ;
- 6 emplois d'inspecteur adjoint de l'agriculture ;
- 2 emplois d'agent de culture ;
- 1 emploi d'ingénieur adjoint des améliorations agricoles ;
- 1 emploi de conducteur des améliorations agricoles (par transformation d'un emploi de dessinateur) ;
- 1 emploi de chimiste ;
- 2 emplois de vérificateur des poids et mesures.

* * *

Par arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien, en date du 5 février 1926, il est créé un emploi de chef de bureau, par transformation d'un emploi de sous-chef de bureau à la direction des affaires chérifiennes.

* * *

Par décision du chef du service topographique, en date du 22 janvier 1926, sont créés au service topographique chérifien, à compter du 1^{er} janvier 1926 :

Au service central

- 1 emploi de commis.

Au service extérieur

3 emplois d'inspecteur topographe, par transformation d'emplois de vérificateur topographe ;

2 emplois de vérificateur topographe, par transformation d'emplois de géomètre.

PROMOTIONS, NOMINATIONS ET DÉMISSION DANS DIVERS SERVICES.

Par dahir en date du 2 février 1926, M. MOUZON Georges, directeur adjoint des finances, est élevé à la 2^e classe des directeurs, à compter du 1^{er} janvier 1926.

* * *

Par dahir en date du 2 février 1926, M. PARANT Marie-Pierre-Maurice, directeur de 3^e classe du service des impôts et contributions, est élevé à la 2^e classe des directeurs, à compter du 1^{er} janvier 1926.

* * *

Par dahir en date du 2 février 1926, M. CHADUC Louis-Léon, secrétaire-greffier de 3^e classe faisant fonctions de chef de bureau au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires de Rabat, est nommé, à compter et pour prendre rang du 1^{er} janvier 1926, secrétaire-greffier en chef de 3^e classe au même bureau (emploi créé).

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 18 septembre 1925, M. SPILMONT Gaston, régisseur de 2^e classe des régies municipales à Fès, est promu à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} octobre 1925.

Par arrêté du premier président de la Cour d'appel de Rabat, en date du 3 février 1926, sont promus, à compter du 1^{er} janvier 1926 :

Secrétaire-greffier de 3^e classe

M. D'ANDRE Marcel, secrétaire-greffier de 4^e classe au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires de Casablanca.

Secrétaires-greffiers de 4^e classe

M. FERRO Michel, secrétaire-greffier de 5^e classe au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires de Casablanca ;

M. GILBERT Lucien, secrétaire-greffier de 5^e classe au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca ;

M. PONS Joseph, secrétaire-greffier de 5^e classe au tribunal de première instance d'Oujda.

Secrétaire-greffier de 5^e classe

M. NICOLLAUD Pierre, secrétaire-greffier de 6^e classe au tribunal de paix de Casablanca (circonscription-sud).

Secrétaire-greffier de 6^e classe

M. ZEVACO Dominique, secrétaire-greffier de 7^e classe au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires de Casablanca.

Commis-greffier principal de 3^e classe

M. MANDRICHI Dominique, commis-greffier de 1^{re} classe au tribunal de paix de Meknès.

Commis-greffier de 1^{re} classe

M. CORNETTE Jules, commis-greffier de 2^e classe au tribunal de première instance de Rabat.

* * *

Par arrêtés du directeur général des travaux publics, en date du 18 janvier 1926, sont nommés, à compter du 1^{er} janvier 1926 :

Ingénieurs adjoints des travaux publics de 4^e classe

M. VIOTTE Camille, conducteur des travaux publics de 3^e classe ;

M. SENESI Emile, conducteur des travaux publics de 2^e classe ;

M. MAYER Auguste, conducteur des travaux publics de 3^e classe ;

M. CASTEL Jean, conducteur des travaux publics de 2^e classe ;

M. CARIOU Joseph, conducteur principal des travaux publics de 4^e classe.

* * *

Par décision du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 14 décembre 1925, M. RAMADE René, admis au concours du 12 octobre 1925, est nommé vérificateur stagiaire des poids et mesures, à compter du 15 janvier 1926.

* * *

Par arrêtés du conseiller du Gouvernement chérifien, en date des 3 et 4 février 1926, sont promus :

M. GUILLEMIN Raymond, rédacteur de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} janvier 1926.

M. TAHAR Mahoui, interprète civil de 2^e classe, à la 1^{re} classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1926 ;

M. REY Georges, interprète civil de 4^e classe, à la 3^e classe de son grade, à compter du 1^{er} février 1926.

* * *

Par arrêté du conseiller du Gouvernement chérifien, en date du 3 février 1926, SI MOHAMED DZIRI, titulaire du diplôme de fin d'études de 3^e année de l'enseignement supérieur franco-arabe, est nommé secrétaire du Gouvernement chérifien, à compter du 1^{er} janvier 1926, en remplacement de Si Omar el Bacha, appelé à d'autres fonctions.

* * *

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 30 janvier 1926, M. VERET René, commis des services métropolitains, est nommé sous-chef de section de 3^e classe à Rabat-direction, à compter du 1^{er} janvier 1926.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, en date du 30 janvier 1926, M. LEANDRI Jean, pensionné de guerre, est nommé facteur stagiaire à Safi, à compter du 1^{er} février 1926 (emploi réservé).

* * *

Par arrêté du chef du service de la conservation de la propriété foncière, en date du 10 février 1926, M. MARCIANO Léon, interprète foncier stagiaire, est nommé interprète foncier de 6^e classe, à compter du 1^{er} décembre 1925.

* * *

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat, en date du 8 février 1926, M. BELQASEM Simon, commis de 3^e classe du service des contrôles civils et du contrôle des municipalités, en disponibilité, à compter du 1^{er} février 1921, est considéré comme démissionnaire, à compter du 1^{er} février 1926.

RAPPELS DE SERVICES MILITAIRES

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE ET CLASSE APRÈS RÉVISION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1924
<i>Agents ne bénéficiant pas de plano des rappels</i>		
MM. TRUAU Joseph	Chef de bureau hors classe (2 ^e échelon).	11 mois.
DURAND Emmanuel	Chef de bureau de 1 ^{re} classe.	1 an 9 mois.
<i>Agent bénéficiant de plano des rappels</i>		
M. AT Jean	Rédacteur de 5 ^e classe.	1 mois 15 jours.

PROMOTIONS

réalisées en application du dahir du 27 décembre 1924 sur les rappels de services militaires.

Service des contrôles civils et du contrôle des municipalités
M. MONTSARRAT Henri-Jean, adjoint des affaires indigènes de 5^e classe, est reclassé comme adjoint des affaires indigènes de 4^e classe, à compter du 12 décembre 1924, avec une ancienneté de trois mois.

Direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation

M. LE DAERON Alain, inspecteur adjoint d'agriculture de 5^e classe, à compter du 18 août 1925, est reclassé dans ce grade, à compter du 18 février 1925, avec 16 mois et 20 jours d'ancienneté.

ATTRIBUTION DE BOURSE

Par arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, en date du 3 février 1926, une bourse mensuelle de cinq cent soixante-seize francs, soixante-six centimes (576 fr. 66), est allouée pour l'année scolaire 1925-1926, et à dater du 1^{er} janvier 1926, à M. BOURDELLE Jacques, ingénieur-agronome, élève de 1^{re} année à l'école supérieure du génie rural.

CLASSEMENT ET AFFECTATION

dans le personnel du service des renseignements.

Par décision résidentielle, en date du 10 février 1926, est classé dans la hiérarchie spéciale du service des renseignements et reçoit l'affectation suivante :

En qualité d'adjoint de 1^{re} classe

(à compter du 4 février 1926)

Le capitaine d'infanterie hors cadres THÉMOY Hippolyte, mis à la disposition du général commandant la région de Fès.

Cet officier, qui a appartenu précédemment au service des affaires indigènes en Tunisie et en Algérie, prendra rang sur les contrôles en tenant compte de son ancienneté.

ERRATUM AU « BULLETIN OFFICIEL » N° 693, du 2 février 1926, page 186.

Dahir du 4 janvier 1926 (19 joumada II 1344) portant institution d'un conseil supérieur de l'élevage et abrogeant le dahir du 14 avril 1913 (7 joumada II 1331).

A l'article 3 :

Au lieu de : « Les inspecteurs adjoints de l'élevage » ;

Lire : « Les inspecteurs principaux de l'élevage ».

Extrait du « Journal Officiel » de la République française du 7 février 1926, page 1714.

DÉCRET DU 31 JANVIER 1926
relatif à l'entrée en franchise, en France et en Algérie,
de seigle d'origine marocaine.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur les propositions du ministre des affaires étrangères, des ministres des finances, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur et de l'agriculture ;

Vu la loi du 18 mars 1923 portant, en son article 5, que des décrets rendus sur la proposition des ministres des affaires étrangères, des finances, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur et de l'agriculture, détermineront chaque année, d'après les statistiques établies par le Résident général de France au Maroc, les quantités auxquelles pourra s'appliquer le traitement prévu par l'article premier de ladite loi, dans les conditions mises à l'admission en franchise de ces quantités, par les articles 3 et 4 de cette même loi ;

Vu les statistiques fournies par le Résident général de France au Maroc ;

Vu le décret du 3 juillet 1925,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert un crédit supplémentaire de 1.800 quintaux, à appliquer au seigle d'origine marocaine, à admettre en franchise, en France et en Algérie, du 1^{er} juin 1925 au 31 mai 1926, sous le bénéfice de la loi du 18 mars 1923.

ART. 2. — Le ministre des affaires étrangères, les ministres des finances, du commerce et de l'industrie, de l'intérieur et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 31 janvier 1926.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre des affaires étrangères,
ARISTIDE BRIAND.

Le ministre des finances,
PAUL DOUMER.

Le ministre du commerce et de l'industrie,
DANIEL VINCENT.

Le ministre de l'intérieur,
CAMILLE CHAUMPS.

Le ministre de l'agriculture,
JEAN DURAND.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS DE CONCOURS

Un concours pour l'attribution de six emplois de secrétaire ou d'inspecteur de police s'ouvrira à Rabat, le 26 avril 1926.

AVIS DE CONCOURS

Service topographique chérifien

Un concours pour l'emploi d'élève-géomètre auxiliaire s'ouvrira à Rabat (service topographique), le lundi 26 avril.

Le nombre des places mises au concours est fixé à 9, dont 3 réservées aux mutilés et à défaut à certains anciens combattants.

Les demandes des candidats, accompagnées des pièces indiquées à l'article 4 de l'arrêté viziriel du 1^{er} mars 1924, devront parvenir au service topographique avant le 7 avril 1926.

Pour tous renseignements, s'adresser au chef du service topographique chérifien.

SITUATION DE LA BANQUE D'ÉTAT DU MAROC
au 31 décembre 1925.

ACTIF

Encaisse métallique.....	9.526.151.41
Dépôt au trésor public à Paris.....	79.000.000.00
Disponibilités en dollars et livres sterling	43.380.770.83
Autres disponibilités hors du Maroc....	268.518.736.18
Portefeuille effets.....	340.671.897.57
Comptes débiteurs.....	63.362.406.77
Portefeuille titres.....	323.078.961.97
Gouvernement marocain (zone française)	15.078.915.01
— (zone espagnole)	95.310.95
Immeubles.....	14.013.815.49
Caisse de prévoyance du personnel (titres)	2.001.422.47
Comptes d'ordre et divers.....	132.323.952.98
Total.....Fr.	1.291.052.341.63

PASSIF

Capital.....	15.400.000.00
Réserves.....	23.850.000.00
Billets de banque en circulation :	
Francs.....	394.357.730.00
Hassani.....	52.600.00
Effets à payer.....	6.015.908.23
Comptes créditeurs.....	211.454.563.55
Correspondants hors du Maroc.....	3.994.490.42
Trésor public à Paris.....	190.423.151.60
Gouvernement marocain (zone française)	397.617.286.75
— (zone espagnole)	865.064.85
Caisse spéciale des travaux publics....	226.428.44
Caisse de prévoyance du personnel....	2.338.187.21
Comptes d'ordre et divers.....	44.456.930.58
Total.....Fr.	1.291.052.341.63

Certifié conforme aux écritures

Le Directeur général de la Banque d'Etat du Maroc
P. RENGNET.

PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

EXTRAITS DE REQUISITIONS ⁽¹⁾

— CONSERVATION DE RABAT

Réquisition n° 2492 R.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Lauzet Etienne-Auguste, négociant, marié à dame Holstein Renée, le 19 juillet 1911, à Rabat, sans contrat, demeurant et domicilié à Rabat, rue Oukassa, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « La René III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé-plateau, sur la route de Salé à Meknès, au km. 2,300.

Cette propriété, occupant une superficie de 2 ha. 99 a., est limitée : au nord, par les héritiers d'Abdelhadi Zniber, représentés par Mohamed Zniber, demeurant à Salé, rue Boka, et par El Hadj Omar Tazi, demeurant à Rabat, avenue Dar el Maghzen ; à l'est, par la propriété dite « La Renée », t. 1579 R., appartenant au requérant ; au sud, par la route de Salé à Fès ; à l'ouest, par la propriété dite « Salima », réq. 1923 R., dont l'immatriculation a été requise par El Hadj Ahmed ben Saïd, demeurant à Salé, quartier Bab Hosseïne, 20 ; et par Mohamed el Merini, demeurant à Rabat.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 8 chaoual 1341 (24 mai 1923), homologué, aux termes duquel Omar ben Mohamed Hassar et Mohamed ben Mohamed Cheddadi lui ont vendu les 2/3 de la dite propriété, le surplus lui appartenant pour l'avoir acquis de Djilani ben el Mokhti el Hoceïni Esslaoui, suivant acte d'adoul du 9 kaada 1340 (4 juillet 1922), homologué.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2493 R.

Suivant réquisition en date du 19 octobre 1925, déposée à la Conservation le 28 janvier 1926, la Société Française de Culture et d'Élevage, société anonyme dont le siège social est à Tanger, constituée suivant acte sous seings privés en date du 10 avril 1920 et délibérations des assemblées constitutives des actionnaires des 19 et 30 avril de la même année, déposés au rang des minutes notariales du consulat de France à Tanger, les 16 avril et 3 mai 1920, et au greffe du tribunal consulaire de la dite ville, le 5 mai de la même année, la dite société représentée par M. Nahon Moïse, son administrateur directeur, demeurant et domicilié à la ferme de Sidi Oueddar, par Arbaoua, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Hofrat Hamou Rmida Haït Hamou Meki, Bled Haït Reih », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Fekarna A », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Sefiane, fraction des Maarif, à 15 km. au nord-ouest du Souk el Arba du Gharb et à 5 km. environ à l'ouest de la gare dite « Lalla Ghano », lieu dit « Fekarna-Maarif ».

Cette propriété occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord et à l'est, par El Harrouchi, demeurant à Arbaoua ; au sud, par El Hosseïne ould Zeïbel ; à l'ouest, par M'Barek ould Bakhta, tous deux demeurant sur les lieux, douar Ould Feïdi.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu de deux actes d'adoul en date du 6 chaoual 1341 (22 mai 1923) et 16 jourmada II 1343 (12

janvier 1925), homologués, aux termes desquels Mohamed ben Mekki Fekrouni et M'Hamed ben Abdelkader ont vendu la dite propriété à M. Nahon, lequel a déclaré, suivant acte d'adoul en date du 20 jourmada 1344 (6 décembre 1925), homologué, avoir agi au nom et pour le compte exclusif de la société requérante.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2494 R.

Suivant réquisition en date du 17 octobre 1925, déposée à la Conservation le 28 janvier 1926, la Société Française de Culture et d'Élevage, société anonyme dont le siège social est à Tanger, constituée suivant acte sous seings privés en date du 10 avril 1920 et délibérations des assemblées constitutives des actionnaires des 19 et 30 avril de la même année, déposés au rang des minutes notariales du consulat de France à Tanger, les 16 avril et 3 mai 1920, et au greffe du tribunal consulaire de la dite ville, le 5 mai de la même année, la dite société représentée par M. Nahon Moïse, son administrateur directeur, demeurant et domicilié à la ferme de Sidi Oueddar, par Arbaoua, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « El Bir, El Bellout », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Fekarna B », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Sefiane, fraction des Maarif, à 15 km. environ au nord-ouest de Souk el Arba, à 5 km. environ à l'ouest de la gare de Lalla Ghano, lieu dit : « Fekarna Maarif ».

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, est limitée : au nord, par Ahmed Nadam, sur les lieux, douar Fekarna, et Bou Mehidi, également sur les lieux, douar Hecinat ; à l'est, par Ahmed Nadam et Bou Mehidi susnommés, par Allal ben Larbi, Sliman ben M'Hamed ben Abdallah et son frère El Kebir, sur les lieux douar Fekarna, par un chemin et au delà par les Ould Ayyad, représentés par Mohamed Chehima et Abdelami, sur les lieux, douar du Cheikh Taher el Abdellami ; au sud, par Mohamed ould Zizoun el Fekrouni Abdesselam Greïne, dit « Meïzzou », et Kacem ould Zohra, tous demeurant sur les lieux, douar Fekarna précité ; à l'ouest, par Abdesselam Greïne, Ahmed Nadam et Bou Mehidi susnommés.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire, savoir en vertu de trois actes d'adoul, en date des 16 jourmada I 1338 (6 février 1920), 7 chaoual 1339 (14 juin 1921) et 20 jourmada I 1340 (19 janvier 1922), homologués, aux termes desquels M'Hamed ben Abdelkader el Fekrouni, Kacem ben Mohamed el Fekrouni et consorts et M'Hamed ben Abdelkader Fekrouni, lui ont vendu une partie de la dite propriété, le surplus lui appartenant en vertu d'une transaction intervenue avec Djilali el Fekrouni et consorts, suivant acte d'adoul, en date du 20 jourmada II 1340 (18 février 1922), homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2495 R.

Suivant réquisition en date du 19 octobre 1925, déposée à la Conservation le 28 janvier 1926, la Société Française de Culture et d'Élevage, société anonyme dont le siège social est à Tanger, constituée suivant acte sous seings privés en date du 10 avril 1920 et délibérations des assemblées constitutives des actionnaires des 19 et 30 avril de la même année, déposés au rang des minutes notariales du consulat de France à Tanger, les 16 avril et 3 mai 1920, et au

(1) NOTA. — Les dates de bornage sont portées, en leur temps, à la connaissance du public, par voie d'affichage, à la Conservation, sur l'immeuble, à la Justice de Paix, au bureau du Cadi, à la Mahakma du Cadi, et par voie de publication dans les marchés de la région.

Des convocations personnelles sont, en outre, adressées aux riverains désignés dans la réquisition.

Toute personne intéressée peut, enfin, sur demande adressée à la Conservation Foncière, être prévenue, par convocation personnelle, du jour fixé pour le bornage.

greffe du tribunal consulaire de la dite ville, le 5 mai de la même année, la dite société représentée par M. Nahon Moïse, son administrateur directeur, demeurant et domicilié à la ferme de Sidi Oueddar, par Arbaoua, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad Hebab », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Fekarna C », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Sefiane, fraction du Maarif, à 15 km. environ au nord-ouest de Souk el Arba et à 5 km. à l'ouest de la gare de Lalla Ghano, lieu dit : « Fekarna Maarif ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares environ, est limitée : au nord, par Sliman ben M'Hamed ben Abdallah et son père El Kebir et Ben Rehoma sur les lieux, douar Fekarna ; à l'est et au sud, par un chemin et au delà par la djemâa des Maouka, représentée par le cheikh Taher el Abdesslam, sur les lieux, douar Ouled Abdesslam ; à l'ouest, par Tehaudi et Jelloul ben Chleuh, également sur les lieux, douar Fekarna précité.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire, savoir : en vertu d'un acte d'adoul, en date du 6 chaoual 1341 (22 mai 1923), homologué, aux termes duquel Mohamed ben Djilani et consorts lui ont vendu une partie de la dite propriété, le surplus lui appartenant en vertu de deux transactions intervenues avec Sellam ben Djilali el Haloubi, d'une part, et Mohamed ben Grine, Fekrouni et son frère M'Hamed, d'autre part, suivant actes d'adoul, en date des 18 jomada I 1340 (17 janvier 1922) et 2 ramadan 1343 (27 mars 1925), homologués.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2496 R.

Suivant réquisition en date du 19 octobre 1925, déposée à la Conservation le 28 janvier 1926, la Société Française de Culture et d'Elevage, société anonyme dont le siège social est à Tanger, constituée suivant acte sous seings privés en date du 10 avril 1920 et délibérations des assemblées constitutives des actionnaires des 19 et 30 avril de la même année, déposés au rang des minutes notariales du consulat de France à Tanger, les 16 avril et 3 mai 1920, et au greffe du tribunal consulaire de la dite ville, le 5 mai de la même année, la dite société représentée par M. Nahon Moïse, son administrateur directeur, demeurant et domicilié à la ferme de Sidi Oueddar, par Arbaoua, contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Blad ben Rehoura », à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Fekarna D », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Souk el Arba du Gharb, tribu des Sefiane, fraction des Maarif, à 15 km. environ au nord-ouest de Souk el Arba et à 5 km. environ à l'ouest de la gare de Lalla Ghanno, lieu dit « Fekarna Maarif ».

Cette propriété, occupant une superficie de 2 hectares environ, est limitée : au nord, par Jelloul ben Chleuh ; à l'est, par Abdesslam ben Mohamed el Halloubi et son frère Abdelkader, sur les lieux, douar Fekarna ; au sud et à l'ouest, par le cheikh Bou Mehidi, également sur les lieux, douar Hecinat.

La société requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'elle en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 15 jomada I 1339 (25 janvier 1921), homologué, aux termes duquel Abdelkader ben Djilani el Haloubi et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2497 R.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Caïd Bouamer ben Raho, marié selon la loi musulmane à dame Mansoura bent Djelloul, vers 1913, au douar El Hessian, fraction des Aït Messaoud, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs, demeurant et domicilié à Souk el Tnine, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sahb el Karf »,

consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Oulad Ali, fraction des Aït Messaoud, à 5 km. environ à l'est de Camp Marchand et à 2 km. environ de Souk el Tnine.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares environ, est limitée : au nord, par les Oulad Ali ould Mohamed, représentés par Mekki ben Ali et les Oulad el H'ssaini, représentés par Djilali ould el H'ssaini ; à l'est, par Mohamed ben Kaddour ; au sud, par Hammani ben Larbi, Kaddri ben Azzouz, tous demeurant sur les lieux, douar Ben Diya et par les Oulad Aït Hassoun, représentés par Ali ben Abdesslam, sur les lieux, douar des Aït Hassoun, Haddi ben Mohamed ben el Ardja et Bennaïssa ben Larbi el Kharraj, sur les lieux, douar Baggab ; à l'ouest, par El Miloudi ben Chaffai, également sur les lieux, douar Hassasna.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia, en date du 20 safar 1337 (25 novembre 1918), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2498 R.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Caïd Bouamer ben Raho, marié selon la loi musulmane à dame Mansoura bent Djelloul, vers 1913, au douar El Hessian, fraction des Aït Messaoud, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs, demeurant et domicilié à Souk el Tnine, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tamesna III », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Oulad Ali, fraction des Aït Messaoud, à 7 km. environ de Camp Marchand, lieu dit « Aït Tamesna ».

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares environ, est limitée : au nord, par Boujouda ben Djelloul et Bouazza ben Daho, sur les lieux, douar Ouled Bou Taïb ; à l'est, par la propriété dite « Hadrat Oued Zebida », rég. 1516 R., dont l'immatriculation a été requise par la djemâa des Aït Hammou Seghir, représentée par Ben el Moktar ben el Kebir, demeurant au douar des Oulad Yahia, tribu des Oulad Khalifa, contrôle civil des Zaërs ; au sud, par Mustafa ben Haïlaa, Djilali ben Hamani, Djilani ben Kassali et Kostali ben Roho, tous quatre demeurant sur les lieux, douar Hassasna, par Foued El Moulich et au delà par le cheikh Raho ben Haïlaa, sur les lieux, douar Hassasna ; à l'ouest, par Mustafa ben Haïlaa et Cheikh Raho ben Haïlaa susnommés et par Anaya ben Haïlaa, demeurant au douar Hassasna précité, par Abdesslam ben Bennachir et Djilali ben Tehami, tous deux demeurant sur les lieux, douar des Oulad Boutaïb.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulkia, en date du 20 safar 1337 (25 novembre 1918), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2499 R.

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Caïd Bouamer ben Raho, marié selon la loi musulmane à dame Mansoura bent Djelloul, vers 1913, au douar El Hessian, fraction des Aït Messaoud, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs, demeurant et domicilié à Souk el Tnine, tribu des Oulad Ali, contrôle civil des Zaërs, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sidi Abdellah », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Oulad Ali, fraction des Aït Messaoud, sur la piste de Camp Marchand à Aïn es Sebite, à 8 km. de Camp Marchand et à proximité du marabout de Sidi Abdellah.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares environ, est limitée : au nord, par Abdelkader ben Bouazza, sur les lieux, douar Ouled Boubeker ; à l'est, par une piste allant à Bir Sidi Abdellah et au delà par Mohamed ben Bouazza el Merchichi, sur les lieux, douar El Merrachich et Abdelaziz ben Mohamed Raghi, sur les lieux, douar Reggab ; au sud, par Kaddour ben Abdellah et Ali ben Redouane, tous deux du douar Merachich précité, Ben

Hammou ben Habchi et Bouazza ben Ayachi, sur les lieux, douar Ouled Boubeker, par Abdelkader ben Lahsen et Miloudi ben Horma, du douar Reggab précité ; à l'ouest, par Hamani ben Djilali et le cheikh Ben M'Barek ben Larbi, tous deux au douar des Oulad Boubeker, par Hammou ben Hamani Abdeslam ben Lahsen et par le cheikh Rahou ben el Hailaa sur les lieux, douar Hassasna.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moukia, en date du 20 safar 1337 (25 novembre 1918), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2500 R.

Suivant réquisition en date du 27 janvier 1926, déposée à la Conservation le 29 du même mois, Mohamed ben es Sehebi Zaari el Mimouni el Berchaoui, marié selon la loi musulmane à dame Fatima bent Bouazza el Mkheloufi Zaari, vers 1903, aux douar et fraction des Brachoua, tribu des Oulad Mimoun, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, et comme copropriétaire indivis de Bou Amer ben el Aroussi ez Zaari el Khefifi el Heddaoui, marié selon la loi musulmane à dame Fatma bent Cherqui, vers 1905, aux douar et fraction des Oulad Hada, tribu des Oued Khalifa, contrôle civil des Zaërs, y demeurant, a demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis par parts égales, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Dheher ben Allal », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Zaërs, tribu des Oulad Mimoun, fraction des Brachoua, sur la route de N'kreïla à Camp-Marchand, à 45 km. de Rabat et à proximité du marabout de Sidi Hamza.

Cette propriété, occupant une superficie de 100 hectares, est limitée : au nord, par M. Mas, demeurant à Rabat, place d'Italie ; à l'est, par Bou Amer ben Aïssa el Berchaoui, sur les lieux, douar Brachoua ; au sud, par Bel Mahjoub ould Ali Hadj et son frère Ahmed, sur les lieux, douar Chraga ; à l'ouest, par Kaddour ould el Halloufia, sur les lieux, douar Brachoua précité.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont propriétaires, savoir : Bouameur ben Larroussi ez Zaari, en vertu d'une moukia, en date du 28 chaoual 1338 (15 juillet 1920), homologuée, Mohamed ben es Sekhili Zaari pour avoir acquis du précité la moitié indivise suivant acte d'adoul, en date du même jour, homologué.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

Réquisition n° 2501 R.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Hamadi ben Bouazza ben el Hanati, marié selon la loi musulmane à dame Kadouria bent Daho, vers 1915, au douar Chiakh, fraction des Allouane, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé, y demeurant, et Brahim ben Brahim el Hanati, marié selon la loi musulmane à dame Tamou bent Bouazza, vers 1915, au même lieu, y demeurant, tous deux agissant en leurs noms personnels et comme copropriétaires indivis de : 1° Aïcha bent Miloud, veuve de Bouazza ben Hanati, décédé vers 1896, au douar Chiakh précité, y demeurant ; 2° Fatma bent M'Barek, marié selon la loi musulmane à Ben Ali ben Yachi, vers 1890, au même lieu, y demeurant, ont demandé l'immatriculation en qualité de copropriétaires indivis, à concurrence de 7/16 à chacun de Hamadi et Brahim et 1/16 à chacune de Aïcha et Fatma, d'une propriété à laquelle ils ont déclaré vouloir donner le nom de « Mrisita », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Salé, tribu des Sehoul, fraction des Allouane, sur la rive gauche de l'oued Grou, lieu dit « Ain Mrisita ».

Cette propriété, occupant une superficie de 6 hectares, est limitée : au nord, par Khachan ben Maati, demeurant au douar Zelaldja, fraction des Oulad Aziz, tribu des Sehoul, contrôle civil de Salé ; à l'est, par Lahsen ben Brahim, sur les lieux, douar Chiakh ; au sud, par Hamou ben Lahsen, demeurant au douar Zelaldja précité et par Ali el Guendouz, demeurant à Rabat, rue Zennaki ; à l'ouest, par l'Etat chérifien (domaine forestier).

Les requérants déclarent qu'à leur connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge, ni aucun droit réel actuel ou éventuel, et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moukia, en date du 11 rejeb 1343 (5 février 1925), homologuée.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « Offir », réquisition 1641', dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 12 février 1924, n° 590.

Suivant réquisition rectificative, en date du 13 novembre 1925, Abdallah ben M'Hammed Khelifi Zahri, caïd des Ouled Khelifa et Ouled Ketia, marié selon la loi musulmane en 1907, à dame Fatma bent Ben Tahar el Bouazzaouia, demeurant et domicilié au douar des Bouazzaouin, tribu des Ouled Kheifa, contrôle civil des Zaërs, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de Cheikh ben Hamou ben Baïz, marié selon la loi musulmane vers 1905 à dame Haddou bent Caïd Haddi, demeurant et domicilié au douar Mhafid, tribu des Zaërs, contrôle civil des Zaërs a demandé que l'immatriculation de la propriété dite « Offir », réquisition 1641 R., sise à Rabat, périmètre urbain lieu dit « Tiza » à 600 mètres environ de la porte des Zaërs, à 200 mètres environ de la route des Zaërs, soit désormais poursuivie en leur nom en qualité de copropriétaires indivis par moitié en vertu de l'acquisition faite par Cheikh ben Hamou ben Baïz de Mohamed ben Mustapha el Offir, requérant primitif, suivant acte sous seings privés en date du 17 mars 1924 et d'une déclaration de command faite par lui en faveur de Abdallah ben M'Hammed Khelifi Zahri, le 19 mars 1924.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite : « El Haja Reqia et Fatma », réquisition 2214', dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 16 juin 1925, n° 660.

Suivant réquisition rectificative en date du 22 janvier 1926, 1° El Haja Reqia bent el Hadj Jilani ben et Tahar en Nouifi ; 2° Fatma bent el Hadj Jilani bent et Tahar en Nouifi ; 3° Aïssa bent Tahar, requérants, demeurant au douar Nouifat, tribu des Arabes, tous trois représentés par Omar ben Mohamed Hassar Esslaoui demeurant à Salé, rue Talaa, n° 27, ont demandé que l'immatriculation de la propriété dite « El Haja Reqia et Fatma », réquisition 2214 R., sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Arabes, fraction des Keharda, douar Nouifat, lieu dit Zouibet, soit étendue à une parcelle d'environ 3 hectares, située au même lieu au sud de la 2° parcelle et délimitée :

Au nord : par Bouazza ben Ahmed, demeurant au douar Nouifat, tribu des Arabes, contrôle civil de Rabat-banlieue ; à l'est, par Daouia bent el Hadj au même douar ; au sud, par Brahim Fendjro, demeurant à Rabat, rue Sidi Fatah ; à l'ouest, par Benacheur Dridi, demeurant au douar Nouifat.

Ils déclarent qu'à leur connaissance il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel, actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de El Hadj Djilani bent Tahar En Nouifi et de Kouira bent el Hadj Djilani ben Tahar En Nouifi, ainsi que le constatent deux actes de filiation en date des 25 rebia II 1324 (18 juin 1906) et 14 ramadan 1343 (8 avril 1925), homologués.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

Réquisition n° 8415 C.

Suivant réquisition en date du 9 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohammed ben el Arbi ben Boumedién el Alaoui el Berhemi el Medskouri, marié selon la loi musulmane, en 1910, à Fatna bent el Miloudi, demeurant et domicilié au douar des Oulad Brahim, fraction des Redadma, tribu des Oulad Ali, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Bled El Kharouba et Rokbat Echahar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Ard el Kharouba et Rokbat

Echahar », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Ali (M'Dakra), fraction des Redadma, douar des Ouled Brahim, à 11 km. de Boucheron, sur la route de Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par Mohamed ben Abdessalam ben Qaddour ; à l'est, par El Hosseine ben Mohammed ben el Maati ; au sud, par Mohammed ben Lahssen ben el Kebir ; à l'ouest, par El Miloudi ben Taïbi ;

Deuxième parcelle : au nord, par El Miloudi ben Taïbi ; à l'est, par Hammou Lemeribeti ; au sud et à l'ouest, par Mohammed ben Ettaleb, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 6 chaoual 1325 (12 novembre 1907), aux termes duquel El Jilani ben Ahmed ben Elarbi Elalaoui Erredani et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8416 C.

Suivant réquisition en date du 9 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohammed ben el Arbi ben Boumediel el Alaoui el Berhemi el Medskouri, marié selon la loi musulmane, en 1910, à Fatma bent el Miloudi, demeurant et domicilié au douar des Ouled Brahim, fraction des Redadma, tribu des Ouled Ali, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « B'ed El Mers et Bou Khe'el », consistant en terrain de culture, avec maison d'habitation, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Ali (M'Dakra), fraction des Redadma, douar Ouled Brahim, à 9 km. de Boucheron, sur la route de Casablanca.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle : au nord, par la route de Casablanca à Boucheron ; à l'est, par Mohamed ben el Hachechi, au douar Ouled Brahim, et M'Hammed el Harizi, au douar Habbacha, tribu des Ouled Harriz ; au sud, par les héritiers El Haddaoui el Harizi, représentés par Seïd Abdallah ben Tahar Elainbellafi, au douar Ouled Brahim précité ; à l'ouest, par Tahar ben el Hoj Semian, au douar Dellalja, tribu des Ouled Ali et El Kebir ben Ahmed, au douar Ouled Brahim ;

Deuxième parcelle : au nord, par le requérant, Mohammed ben Taïbi, El Miloudi ben Taïbi et Ali ben Taïbi, au douar Ouled Brahim ; à l'est, par Ouadoud ben Elarbi, au douar Ouled Brahim et M'Hammed el Harizi, au douar Habbacha précité ; au sud, par Mohammed ben Ali, au douar Ouled Brahim ; à l'ouest, par Mohammed ben el Kebir, au douar Ouled Brahim.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de quatre actes d'adoul en date des 29 chaoual 1342 (3 juin 1924), 24 chaabane 1342 (31 mars 1924) et 25 chaabane 1342 (1^{er} avril 1924), aux termes desquels Bouazza ben Abdelkader el Alaoui (1^{er} acte), El Jilani ben el Maati el Alaoui (2^e acte), Smaïl ben Mohammed el Alaoui (3^e acte) et Driss ben Ali (4^e acte) lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8417 C.

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, 1^o Bouazza ben Abbou, célibataire majeur, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 2^o Mohamed ben Abbou ben Bouazza, marié selon la loi musulmane, en 1916, à Aïcha bent Abderraman ; 3^o Aïcha bent Abderraman, veuve de Larbi ben Abbou ben Bouazza, mariée en secondes noces à Mohamed ben Abbou susvisé ; 4^o Bouhali ben Sliman, veuf de Fathma bent Abbou ; 5^o Abdelkader ben Bouhali, célibataire mineur ; 6^o Amina bent Bouhali, célibataire mineure ; 7^o Tozer bent Ghezouani, veuve de Abbou ben Bouazza ; 8^o Bouazza ben Haimeur ben Bouazza, marié selon la loi musulmane, en 1918, à Mira bent

Djilali ; 9^o Fathma bent Haimeur, mariée selon la loi musulmane, en 1918, à Abdelkader ben Abbou ; 10^o Cheikha bent Bouazza ben Larbi, veuve de Haimeur ben Bouazza ; 11^o Aïcha bent Abbou, veuve de Djilali ben Bouazza ; 12^o Zohra bent el Hadj Larbi, veuve de Djilali ben Bouazza ; 13^o Abbou ben Djilali, célibataire mineur ; 14^o Djilali ben Djilali, célibataire mineur ; 15^o Mira bent Djilali, mariée selon la loi musulmane, en 1920, à Bouazza ben Haimeur ; 16^o Brika bent Djilali, mariée selon la loi musulmane, à El Maati ben Djilali ; 17^o Allou bent Djilali, célibataire mineure ; 18^o Hennyia bent Abderraman ben Bouazza, célibataire mineure ; 19^o Fathma bent el Mekki el Faïdi, veuve de Abderrahman ben Bouazza, tous demeurant au douar Ou'ed Feida, fraction Ouled Feida, tribu des Ouled Cebah, et domiciliés à Casablanca, boulevard de la Liberté, chez M. Hauvet, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété dénommée « El Haoud », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Haoud Bou Accila », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des Ouled Cebah (M'Dakra), fraction et douar Ouled Feida, à 1 km. au sud de Boucheron, près du marabout Sidi Ghezouani.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Abdelkader ould Hadj Djilali, au douar Ouled Feida ; à l'est, par l'oued Bou Accila ; au sud, par Si Djilali ben Mohamed ben Bouchaïb, au douar Ouled Zid, fraction des Ouled Lahan, tribu des Ahlaf (M'Dakra) ; à l'ouest, par El Mokkaïdem ben Bouazza, au douar Ouled Feida.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans les successions de Abbou, El Haimeur et Abderrahman ben Bouazza, ainsi que cela ressort de trois actes de filiation en date du 4 jourmada I 1344 (20 novembre 1925).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8418 C.

Suivant réquisition en date du 10 janvier 1926, déposée à la Conservation le 11 du même mois, M. Berbudeau Eugène, marié à dame Laurent Blanche, le 28 janvier 1919, à Paris, sous le régime dotal, avec société d'acquêts, suivant contrat reçu par M^e Aubron, notaire à Paris, le 27 janvier 1919, demeurant et domicilié à la ferme Sounia, à Mansouriah, par Fédhala, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sounia », consistant en terrain de culture avec constructions à usage d'habitation, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, douar Beni Mekrez, à 7 km. au nord de Fedhala, en bordure de la mer.

Cette propriété, occupant une superficie de 12 hectares, est limitée : au nord, par la mer et la dépression dite « Seheb Amzirira » ; à l'est, par Aïcha et Henniya, filles de Cheikh el Jelani, demeurant sur les lieux, et par M. le colonel Grasset, demeurant également sur les lieux ; au sud, par la propriété dite « Ferme Beni Mekrez », titre 2014 C., appartenant au colonel Grasset susvisé ; à l'ouest, par Aïcha et Henniya bent Cheikh el Jelani précitées.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul en date du 24 rejb 1342 (1^{er} mars 1924), aux termes duquel Ben Selimane ben Cheikh ben Echeikh el Jilani et consorts lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8419 C.

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Ettouhami ben el Hadj Ali, marié selon la loi musulmane, en 1925, à Fatma bent el Hadj Bouchaïb, demeurant à Casablanca, derb Ettolba, n° 11, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1^o Mohammed ben el Hadj Ali, marié selon la loi musulmane, en 1912, à Malika bent el Hadj ould Bouazza, demeurant à Casablanca, rue du Consul-Espagnol, n° 8 ; 2^o Abdallah ould el Hadj Ali, marié selon la loi musulmane, vers 1910, à Fatma bent el Hadj el Mekki, demeurant à Casablanca, avenue du Général-d'Amade, n° 113, et tous domiciliés à Casa-

blanca, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité dans la proportion de 1/3 pour chacun, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled ould Aïcha », consistant en terrain de culture, située à Casablanca, à hauteur du km. 3 de la route de Casablanca à Bouskoura, entre cette route et l'avenue Mers Sultan.

Cette propriété, occupant une superficie de 30.000 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Lebib et M. François, sur les lieux, et par M. Baroi, à Casablanca, avenue Mers-Sultan près de l'oued Koréa ; à l'est, par l'oued Koréa ; au sud et à l'ouest, par les héritiers d'El Hadj Ameur, représentés par Aïssa ben el Hadj Ameur, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires : 1° pour l'avoir recueilli avec leur mère Amina bent Embarek dans la succession de El Hadj Ali ben Mohammed, ainsi que le constate un acte de filiation du 1^{er} hija 1337 (28 août 1919) ; 2° pour s'être rendus acquéreurs des droits de leur mère précitée aux termes d'un acte d'adoul en date du 18 moharrem 1341 (10 septembre 1922).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8420 C.

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohammed ben Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, en 1900, à Aïcha bent el Arbi, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° El Bahloul ben el Mekki, marié selon la loi musulmane, en 1907, à Fatma bent Mohammed ; 2° Errami ben el Mekki, marié selon la loi musulmane, en 1920, à Meriem bent Ali ben el Mekki, tous demeurant et domiciliés au douar Ouled ben Aliane, fraction des Oulad Moussa ben Brahim, tribu des Ouled Ziane, a demandé l'immatriculation en sa dite qualité, dans la proportion de 4/6 pour lui-même et 1/6 à chacun de ses copropriétaires, d'une propriété dénommée « Elacama et El Kherba », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Elacama Gouiliz », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Ouled Ziane, fraction des Ouled Moussa ben Brahim, douar des Oulad el Aliane.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par le Cheikh Mohammed ben Ahmed, sur les lieux, et El Bah'oul ben el Mekki, requérant ; à l'est, par El Kebir ben el Ouraq, au douar El Kessama, fraction des Ouled Madji, tribu des Oulad Ziane, et Aïssa ben Mohammed, sur les lieux ; au sud, par la piste d'Aïn el Hajbat, au Souk Tirs, et au delà par Seghir ben el Hejouami, au douar Si Mohammed ben el Mekki, fraction des Soualem Tirs, tribu des Ouled Ziane ; à l'ouest, par Si el Maati ben Abdeslam, sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul en date du 11 rejev 1343 (5 février 1925) ; aux termes duquel les héritiers d'Abdelqader ben Ettahar leur ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8421 C.

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Seghir ben el Bahloul, marié selon la loi musulmane, à Kadidja bent Si Hâjeje, vers 1901, agissant tant en son nom personnel que comme copropriétaire indivis de : 1° Cheikh ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, à Tamou bent Bouchaïbil, vers 1896 ; 2° Mohamed ben Abdelaziz, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Ali, vers 1891 ; 3° Amor ben Ahmed ben Ettahami, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Akreche, vers 1891 ; 4° Ali ben M'Hamed ben Bouazza, marié selon la loi musulmane à Zohra bent Amor, vers 1903 ;

5° Ahmed ben el Merjani, marié selon la loi musulmane, à Meriam bent Abdelkader, vers 1891 ; 6° Ahmed ben Mohamed ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, à Izza bent el Abdi, vers 1910 ; 7° M'Hamed ben Mohamed ben Larbi, marié selon la loi musulmane, à Meriem bent Ahmed, vers 1896 ; 8° Mohamed ben Faddoul, marié selon la loi musulmane, à Aïcha bent Abdelkader, vers 1901 ; 9° Driss ben Fadoul, cultivateur, célibataire majeur ; 10° Mohamed ben Moha-

med ben Ettouhami, marié selon la loi musulmane, à Halima bent Saïd, vers 1906 ; 11° Ahmed ben Bahloul, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent el Abdi, vers 1911 ; 12° M'Hamed ben Abde'kader, marié selon la loi musulmane, à Zohra bent el Hadj, vers 1906 ; 13° Mohamed ben el Hadj, marié selon la loi musulmane, à Mira bent Bouchaïb, vers 1911 ; 14° M'Hamed ben Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, à Mina bent Boubeker, vers 1896 ;

15° Ahmed ben Larbi, cultivateur, marié selon la loi musulmane, à Aïcha bent M'Hamed, vers 1916 ; 16° Larbi ben Mohamed ben Larbi, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent el Guedani, vers 1891 ; 17° Ahmed ben Larbi, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Abdelaziz, vers 1916 ; 18° Abdesselem ben el Fekak, marié selon la loi musulmane, à Mina bent Mohamed ; 19° Omar beg el Fekak, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Assila, vers 1916 ; 20° Ghazi ben Bahloul, marié selon la loi musulmane, à Chama bent Bouchaïb, vers 1896 ; 21° Bouchaïb ben Mohamed ben Abdelkader, marié selon la loi musulmane, à Hadda bent el Maati ; 22° Errahali ben Ahmed, marié selon la loi musulmane, à Rahema bent Aï, vers 1908 ; 23° Bouchaïb ben Ahmed Ezzaouia, marié selon la loi musulmane, à Kaltoum bent Si Hamou, vers 1916 ; 24° Bouchaïb ben M'Hamed ben M'Fadel, marié selon la loi musulmane, à Aïcha bent Saïd, vers 1910 ; 25° Mohamed ben M'Hamed ben M'Fadel marié selon la loi musulmane, à Zahra bent el Maati, vers 1906 ; 26° Mohamed ben Abdelkader ben Cheikh, marié selon la loi musulmane, à Fatma bent Dar Nouni, vers 1911 ; 27° Bouchaïb ben Bouchaïb ben el Hadj el Feqri el Hassani, marié selon la loi musulmane, à Rekia bent Baghdad, vers 1906, tous demeurant au douar Ouled Kassem, fraction des M'Barkiyine, tribu des Ouled Harriz, contrôle civil de Ber Rechid, domiciliés à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 64, chez M^e Jourdan, avocat, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Elaloua des Ouled Kassem », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction des M'Barkiyine, douar Ouled Kassem, près de la route du Kerdaghi au Souk Djema, au lieu dit « Sidi Ahmed Ali ».

Cette propriété, occupant une superficie de 50 hectares, est limitée : au nord, par les Fokra, représentés par Mohammed Khalloulia, au douar Fokra, fraction Ilajja, tribu des Ouled Harriz ; à l'est, par El Maati ben el Hadj, au douar Chaibette, fraction des Behalla, tribu des Mzab ; Si Mohamed ben Abdesselem, à Ber Rechid, et par Hadj Bouazza, au douar Baaza, fraction des Beni Brahim, tribu des Mzab ; au sud, par Mohamed ben Bouchaïb, au douar M'Siaadate, fraction des Ouled Chebana, tribu des Mzab ; à l'ouest, par Si Bouchaïb ben el Khalyi, au douar El Hechoumi, fraction Debirette, tribu des Ouled Harriz.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'une moulkia en date du 20 moharrem 1336 (5 novembre 1917), constatant leurs droits de propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8422 C.

Suivant réquisition en date du 11 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, El Ayachi ben Mohamed Eddoukali el Bidaoui, marié selon la loi musulmane, vers 1915, à Ferha bent Mohamed Eddoukali, demeurant à Casablanca, derb Ghallef, n° 9, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Khadidja bent el Moqaddem Sidi el Hadj Ahmed Elaoui, veuve de Moqaddem Mohamed ben el Feqih Ahmed Echleuh el Azemmouri ; 2° Fatma bent Omar Echaoui, veuve de Mohamed précité ; 3° Fatma bent el Moqaddem Mohamed ben el Feqih, célibataire majeure ; 4° Aïcha bent el Moqaddem Mohamed ben el Feqih Ahmed Echleuh el Azemmouri, célibataire mineure, les quatre dernières demeurant au douar Sidi Ali Zérira, fraction des Allaliche, tribu des Hedami, et tous domiciliés à Casablanca, derb Ghallef, n° 9, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « El Ayachia », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Hédami, fraction des Allaliche, douar Sidi Ali Zérira, sur la piste des Chtouka à Souk el Djema.

Cette propriété, occupant une superficie de 40 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Zira et Mohamed ben M'Barek ; à l'est, par Lahcène ben Ghalimi el Ayadi et Mohamed ben Lahed ; au sud et à l'ouest, par la piste des Chlouka à Souk el Djema et au delà par Sidi Ali Zrira, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de Moqaddem Mohamed ben el Feq'h Ahmed Echleub, ainsi que le constate un acte de filiation du 23 chaabane 1340 (21 avril 1922).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8423 C.

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Hadj Boubekeur ben Hadj Mohamed ben Kassim, marié selon la loi musulmane, en 1922, à dame Mina bent Hadj Mohamed ben Moussa, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Dar el Tchib, n° 5, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Feddan el Mers », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled el Mers III », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction des Ouled Haddou, douar Ouled Moumen, à droite du km. 7 de la route de Casablanca à Médiouna, à 200 mètres au nord de la propriété dite : « Feddan el Aasam », réq. 1403 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 3 hectares, est limitée : au nord, par Si Mohamed Bouzrada el Moumeni, à Casablanca, rue Hammam Djedid, n° 13 ; à l'est, par la piste du douar des Oulad Moumen à la route de Casablanca à Médiouna, et au delà, par les héritiers de Haj Ahmed ben Chiheb, représentés par Hédouia bent Chiheb, à Casablanca, impasse El Frina el Kébira, n° 161 ; au sud, par Hadj Bouazza ben Hadj Amor el Moumeni, sur les lieux ; à l'ouest, par les héritiers de Hadj Ahmed ben Chiheb précités.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date, à Casablanca, du 17 septembre 1925, aux termes duquel M. Abraham Zagury lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8424 C.

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Cottet-Dumoulin Joseph-Ernie, marié sans contrat, à dame Richard Marie-Madeleine, le 22 janvier 1909, à Boufarik (Algérie), demeurant et domicilié à Beaulieu, près Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement de Beaulieu n° 6, 12, 13, 15 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cottet », consistant en terrain de culture avec maison, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, à Beaulieu.

Cette propriété, occupant une superficie de 8.834 mètres carrés, est limitée : au nord, par le boulevard maritime ; à l'est, par une rue de 12 mètres ; au sud, par l'avenue Saint-Aulaire ; à l'ouest, par une rue de 12 mètres.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'Allemand Carl Ficke, en date du 5 mars 1923, approuvé par M. le Gérant général des séquestres de guerre, le 15 mars 1923.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8425 C.

Suivant réquisition en date du 12 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Cottet-Dumoulin Joseph-Ernie, marié sans contrat, à dame Richard Marie-Madeleine, le 22 janvier 1909, à Boufarik (Algérie), demeurant et domicilié à Beaulieu, près Casablanca, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lotissement de Beaulieu n° 4 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Cottet 2 », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zenata, à Beaulieu.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.060 mètres carrés, est limitée : au nord, par le domaine public maritime ; à l'est, par M. Cabiac, à Casablanca, rue des Ouled Hariz prolongée ; au sud, par le boulevard maritime ; à l'ouest, par M. Piloz, conducteur des travaux publics à Safi.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'adjudication des biens de l'Allemand Carl Ficke, en date du 30 juillet 1923, approuvé par M. le Gérant général des séquestres de guerre à Rabat, le 13 août 1923.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8426 C.

Suivant réquisition en date du 5 janvier 1926, déposée à la Conservation le 12 du même mois, M. Sans-Barthélemy Laurent, marié sans contrat à dame Landinez Isabelle, le 4 novembre 1914, à Rabat, demeurant à Casablanca, avenue de la Marine, n° 54, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 21, chez son mandataire M. Buan, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Sans I », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, traverse de Médiouna.

Cette propriété, occupant une superficie de 263 mq. 60. est limitée : au nord, par Si Driss ben Aïssa, à Casablanca, Consulat américain ; à l'est, par Ghezouani ben Mohamed à Casablanca, rue du Consulat-Américain ; au sud, par la traverse de Médiouna ; à l'ouest, par Hadj Mohamed ben Ghezouani, à Casablanca, rue Djemâa Chleuh.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 21 novembre 1925, aux termes duquel Hadj Ahmed ben Ghezouani lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8427 C.

Suivant réquisition en date du 14 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Tahra bent el Mekki ben el Affia, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 6, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Dar el Maaz », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko Dar el Maaz », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mlal, fraction des Oulad Merah Djemouha, douar Ouled Khemlich, près du kerkour de Sidi Hadjadj, à 30 km. de Ben Ahmed.

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ben Mohamed ould Mouina ; à l'est, par Hachemi ben Mohamed ben Madani ; au sud, par Si Mohamed ben Djamaa ; à l'ouest, par Si Bouchaïb ben Hadj Hader ; tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 14 ramadan 1329 (7 septembre 1911), aux termes duquel Jilani ben el Hadj Larbi lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8428 C.

Suivant réquisition en date du 14 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Si Ahmed ben Embarek Baschko, marié selon la loi musulmane, vers 1900, à Tahra bent el Mekki ben el Affia, demeurant et domicilié à Casablanca, rue Djemâa Chleuh, n° 6, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Hofra Remel », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Ardh Baschko Hofra Remel », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Mlal, fraction des Oulad Merah Djemouha, près du marabout de Sidi Ali bou Khobza.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares, est limitée : au nord, par Mohamed ould Salmia ; à l'est, par El Hadj el Maali ; au sud, par le caïd Mohamed ben M'Hamed Khemlich ; à l'ouest, par Mohamed ould Salmia et Hadjadj ould Si Belgacem dit « Ould Lefquih » ; tous demeurant au douar Ouled Khemlich, fraction des Oulad Merah Djemouha précitée.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 19 kaada 1317 (21 mars 1900), aux termes duquel Chouah ben Ahmed ben Larbi el Djemouri lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8429 C.

Suivant réquisition en date du 14 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Chautot-Geraud Urbain, marié à dame Bru Eugénie, le 21 octobre 1908, à Saint-Caprain-de-l'Herme (Lot-et-Garonne), sous le régime de la communauté, suivant contrat reçu par M^e Soubiran, notaire à Puymirol (Lot-et-Garonne), le 6 octobre 1908, demeurant et domicilié à Casablanca, Roches-Noires, rue Jean-Bart, n° 11, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Villa Georges 12 », consistant en terrain bâti, située à Casablanca, Roches-Noires, rue Jean-Bart.

Cette propriété, occupant une superficie de 218 mètres carrés, est limitée : au nord, par les héritiers Dumoussat, à Clermont-Ferrand, représentés par M. Agarrat à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 86 ; à l'est, par la rue Jean-Bart ; au sud, par la propriété dite « Catherine », titre 4685 C., appartenant à M. Gorlier, à Casablanca, villa des Douanes, 38, Ain Borja ; à l'ouest, par la propriété dite « Oukil III », titre 2900 C., appartenant à M. Grail, à Casablanca, boulevard de la Liberté, 88.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 25 novembre 1918, aux termes duquel M. Bernard Albert lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8430 C.

Suivant réquisition en date du 15 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mme Dumaz Jeanne-Marguerite-Ernestine, veuve de Armenjon Lucien, décédé le 15 janvier 1920 à Paris, demeurant à Casablanca, rue de l'Aviateur-Prom, n° 111, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivise de M. Dumaz Henri-Fernand, célibataire majeur, demeurant à Oued Zem, et tous deux domiciliés à Casablanca, rue de l'Aviateur-Prom, n° 111, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, dans la proportion de 1/3 pour elle-même et 2/3 pour son copropriétaire, d'une propriété à laquelle elle a déclaré vouloir donner le nom de « Leschraïnes », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, rue de l'Aviateur-Prom.

Cette propriété, occupant une superficie de 321 mètres carrés, est limitée : au nord, par une rue de 10 m. du séquestre des biens austro-allemands à Casablanca, rue du Général-Drude ; à l'est, par MM. Selesne et Graaf, à Casablanca, rue Chevalier-de-Valdrôme, immeuble Malka ; au sud, par M. Saada Elie, docteur en médecine, à Casablanca, immeuble des Magasins Modernes ; à l'ouest, par la rue de l'Aviateur-Prom.

La requérante déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 28 novembre 1925, aux termes duquel M. Saada Elie leur a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8431 C.

Suivant réquisition en date du 15 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Elhassen, marié selon la loi musulmane, vers 1924, à dame Fatma bent el Hadj Ahmed Driouch, agissant tant en son nom personnel qu'en celui de : 1° Erraïa bent Elhassen, mariée selon la loi musulmane, vers 1922,

à Ahmed ben Khadir ; 2° Ezzohra bent Elhassen, divorcée de Si Mohammed Louaroui ; 3° Aïcha bent Elhassen, mariée selon la loi musulmane, vers 1905, à Ahmed ben Etouami ; 4° Hamou ben Mohamed, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Fatma bent Boughada ; 5° Elmiloudia bent Mohamed, célibataire majeure ; 6° Mira bent Esseid ben Elhadj Elhaddaouiya, veuve de Etouami ben Bouchaïb, décédé vers 1915 ; 7° Esseid Ahmed ben Etouami, marié selon la loi musulmane, vers 1885, à dame Aïcha bent Elhassen ; 8° Aljal ben Etouami, veuf de Malika bent Bouchaïb, décédée vers 1920 ; 9° Esseid Mohamed ben Touami, célibataire majeur ; 10° Elmiloudia bent Etouami, mariée selon la loi musulmane, vers 1918, à Driss Essaidi ;

11° Aïcha bent Etouami, célibataire mineure ; 12° Hammou ben Esseid Ali, marié selon la loi musulmane, vers 1895, à dame Chahia bent Ahmed ; 13° Moulay Idriss ben Esseid Ali, célibataire majeur ; 14° Ben Elhadj ben Esseid Ali, célibataire majeur ; 15° Ez-zahya bent Esseid Ali, veuve de Lhassen ben Mejati, décédé vers 1915 ; 16° Elhajja bent Esseid Ali, célibataire majeure ; 17° Abdeljellil ben Moqaddem Bouchaïb, marié selon la loi musulmane, vers 1905, à dame Aïcha el Affania ; 18° Mira bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Si Ahmed ben Thami, décédé vers 1905 ; 19° Meriem bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Hadj Thami ben Affian, décédé vers 1900 ; 20° Rahma bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Si Ahmed ben Brahim, décédé vers 1917 ; 21° Fatma bent Moqaddem Bouchaïb, veuve de Thafï ben Erahim, décédé vers 1915 ; tous demeurant et domiciliés à Casablanca, derb Embarek ben Guendaoui, n° 11, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Djedida », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, fraction Ouled Haddou, au km. 11 de la route de Casablanca à Médiouna, près du marabout de Sidi Ahmed ben Ghandour.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 hectares, est limitée : au nord, par Si Bouchaïb bel Hadj, à Casablanca, rue du Hammam Djedid, n° 5 ; à l'est, par M. Lendra à Casablanca, Roches-Noires ; au sud, par la route de Médiouna ; à l'ouest, par Si Bouchaïb bel Hadj précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire avec ses mandants pour l'avoir recueilli dans la succession du moqaddem Bouchaïb ben Elaïachi, ainsi que le constate un acte de filiation et moukia, en date du 6 rejeb 1343 (31 janvier 1925).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8432 C.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Vacher Marcel, marié sans contrat à dame Goetz Madeleine, le 29 mai 1920, à Alger, demeurant et domicilié à Casablanca, rue du Dauphiné, n° 7, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Vacher », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Maarif, lotissement El Kebir ben Mohamed, lot n° 21.

Cette propriété, occupant une superficie de 1.250 mètres carrés, est limitée : au nord, au sud et à l'ouest, par El Kebir ben Mohamed à Casablanca, rue Centrale, n° 20 ; à l'est, par une rue de 12 m. du lotissement à Si el Kebir ben Mohamed précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 31 décembre 1921, aux termes duquel Si el Kebir ben Mohamed lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8433 C.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Abdelkader ben el Haddad, marié selon la loi musulmane, vers 1907, à Attoch bent Lhassen, demeurant au douar Elaabed, fraction des Soualem Trifa, tribu des Oulad Ziâne, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 21, chez son mandataire M. Buan, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir

donner le nom de : « **Erkiba Elaouilia** », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Oulad Ziane, fraction des Soualem Trifia, douar Elabed, près du marabout de Sidi Khadir.

Cette propriété, occupant une superficie de 25 hectares, est limitée : au nord, par Si el Khelifa ben Labid et Si Mohamed ben Lahcen et consorts ; à l'est, par Ahmed ben el Mahfoud, Mohamed ben Ilmida et Si Abdeslam ben Taïbi ; au sud, par Mohamed ben Ilmed el Achmi, Ben Mohamed bel Achmi et Taharould el Hadj Ahmed ; à l'ouest, par Si el Hossein ben Dahmen, Fatma el Marrakchia et les héritiers Bouazza bel Aïachi, représentés par Fatma bent el Heddad, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date du 10 safar 1344 (30 août 1925), aux termes duquel Thami ben Mohamed el Kadi el Mediouni lui a vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8434 C.

Suivant réquisition en date du 18 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Ahmed ben Ahmed Eddoukali, marié selon la loi musulmane, en 1918, à El Miloudia bent Si bel Abbès, demeurant et domicilié au douar des Soualem, fraction des Oulad Merah, tribu des Menia, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « **Hasbat Sidi Abderrahmane** », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia (Mzab), fraction des Oulad Merah, douar des Soualem, près du lieu dit « **Bir Bou Hamik** ».

Cette propriété, occupant une superficie de 10 hectares, est limitée : au nord, par El Kebir ben Mohammed et Si Ali ben el Hadj, au douar El Biad, fraction des Oulad Merah précitée ; à l'est, par Smail ben Abdallah ben Rahal, au douar des Soualem précité ; au sud, par Ben Daoud ben Driss, au douar El Biad précité ; à l'ouest, par Mohamed ben Guessam, au douar Soualem précité.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 26 chaoual 1313 (10 août 1896), aux termes duquel El Hadj ben Ahmedould Echehelha et consorts lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8435 C.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1926, déposée à la Conservation le 18 du même mois, Bouchaïb ben M'Hamed Cherkaoui, marié selon la loi musulmane, vers 1913, à Helima bent Si Mohamed, demeurant au douar El Annatra, fraction des Oulad Ali, tribu des Oulad Fredj, agissant en son nom personnel et comme copropriétaire indivis de : 1° Fatma bent Bouchaïb, veuve de M'Hamed Cherkaoui el Ferdji, demeurant au douar Guedana, fraction des Oulad Ali ; 2° Omar ben M'Hamed, marié selon la loi musulmane, vers 1919, à Daouia bent Bouchaïb ben Rahal ; 3° Aïcha bent M'Hamed, mariée selon la loi musulmane, vers 1920, à El Maati bel Abbès, ces deux derniers demeurant au douar El Annatra et tous domiciliés au douar El Annatra précité, chez le requérant, a demandé l'immatriculation, en sa dite qualité, sans proportions déterminées, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « **Mezarra el Annatra** », consistant en terrain de culture, située contrôle civil des Doukkala, tribu des Oulad Fredj, fraction des Oulad Ali, douar El Annatra, près de Sidi Embarek.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 hectares, est limitée : au nord, par Bouchaïb Redad ben el Fekih Sid Mohamed ben Smaïn ; à l'est, par El Maati ben Ahmed ; au sud, par Sid Bouchaïb Redad précité ; à l'ouest, par Bouchaïbould Embarek ben Salouia, tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires pour l'avoir recueilli dans la succession de M'Hamed Cherkaoui el Ferdji, ainsi que le constate un acte de filiation et moukha, en date du 9 chaoual 1339 (16 juin 1921).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8436 C.

Suivant réquisition en date du 18 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ben Taïbi el Guedani el Guer-mouti, marié selon la loi musulmane, en 1915, à Charfa bent Rahal, demeurant et domicilié au douar Gramta, fraction des Beni M'Hamed, tribu des Guedana, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « **Bou Haïk** », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « **Bled ben Taïbi** », consistant en terrain de culture, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Oulad Saïd, tribu des Guedana, fraction des Beni M'Hamed, douar Gramta, près de la propriété dite « **Le Filon** », réquisition 1184 C.

Cette propriété, occupant une superficie de 15 hectares et comprenant deux parcelles, est limitée :

Première parcelle. — Au nord, par Amor ben Larbi ; à l'est, et au sud, par Si Mohamed ben Si Amor, au douar Gramta ; à l'ouest, par la propriété dite « **Blad el Hofra** », réq. 3145 C., appartenant à Hadj Mohamed ben el Hadj Mohamed ben el Hadj Rahal, sur les lieux.

Deuxième parcelle. — Au nord et à l'est, par Si Mohamed ben Si Amor précité ; au sud, par Bouchaïb ben Ahmed, douar Ouled Ali, fraction des Beni M'Hamed ; à l'ouest, par Si Mohamed ben Si Amor susvisé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire pour l'avoir recueilli dans la succession de son père, ainsi que le constate un acte de filiation du 22 jourmada II 1334 (26 avril 1916).

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8437 C.

Suivant réquisition en date du 16 janvier 1926, déposée à la Conservation le 19 du même mois, M. Lefol Léon-Pierre, marié sans contrat à dame Sevilla Dolorès-Mercédès, le 24 septembre 1921, à Saint-Cloud (Oran), demeurant à Marrakech, bureau des travaux publics, et domicilié à Casablanca, avenue de la Marine, chez M. Ealet, son mandataire, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « **Lotissement Mons** », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « **Villa Lefol** », consistant en terrain à bâtir, située contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, au km. 4,200 de la route de Casablanca à Mazagan, lotissement Mons.

Cette propriété, occupant une superficie de 2,091 mq., est limitée : au nord, par M. Bolo, comptable aux Brasseries du Maroc, à Casablanca, rue de Mézières ; à l'est, par une rue de lotissement de la Société G.-H. Fernau et Co, à Casablanca, boulevard du 4^e-Zouaves ; au sud, par la route de Mazagan ; à l'ouest, par une impasse de 6 mètres à M. Vigneau à Casablanca, rue de Bricy, n° 80.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu de deux actes sous seings privés, en date à Casablanca des 18 janvier 1920 et 1^{er} novembre 1921, aux termes desquels MM. Vigneau et Landas lui ont vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8438 C.

Suivant réquisition en date du 18 janvier 1926, déposée à la Conservation le 19 du même mois, M. Ravasco José-Antonio, sujet espagnol, marié sans contrat à dame Dominga-Juana Soto le 11 avril 1885, à Oran, demeurant à Casablanca Maarif, rue du Mont-Dore, n° 14, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-Drude, n° 135, chez M. Wolff, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « **Ravasco II** », consistant en terrain à bâtir, située à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore.

Cette propriété, occupant une superficie de 300 mètres carrés, est limitée : au nord, par M. Traina François à Casablanca, rue du Mont-Dore, n° 16 ; à l'est, par M. Constanzin Philippo à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées, n° 14 ; au sud, par M. Carmela Travouta à Casablanca, rue du Mont-Dore, n° 12 ; à l'ouest, par la rue du Mont-Dore.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date à Casablanca du 25 février 1919, aux termes duquel MM. Murdoch Butler et C^o lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 8439 C.

Suivant réquisition en date du 19 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, le caïd Ahmed ben Cherradi, marié selon la loi musulmane, en 1912, à dame Ghadda bent Kaddour, demeurant et domicilié à Kourrigha, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété dénommée « Mghirat el Archa et Remel », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine du Caïd Ahmed ben Cherradi », consistant en terrain de culture, située cercle d'Oued Zem, tribu des Ourdigha, douar et fraction des Beni Ykhlef, près de l'oued Zamrine, entre Kourrigha et la forêt de Katouate.

Cette propriété, occupant une superficie de 320 hectares, est limitée : au nord, par la piste de la source d'Aïn Khalla à l'oued Zamrine et au delà par le cheikh Abdouclam ben M'Hamed Khalfi ; à l'est, par Bouazza ben Bouaman ; au sud, par la djemâa des Nramcha, représentée par son cheikh ; à l'ouest, par les héritiers du caïd Bel Abbès, représentés par le requérant ; tous demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés, en date du 23 safar 1344 (12 septembre 1925), aux termes duquel Si Mohammed ben Omar el Alami, MM. Berger Louis et Cantarel Georges lui ont vendu la dite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite « Bled Si M'Hamed Nacéri II », réquisition 7554^e, sise contrôle civil de Chaouïa-centre, tribu des Ouled Harriz, fraction des Nouasseur, douar Kedadra, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 7 avril 1925, n° 650.

Suivant réquisition rectificative, du 2 février 1926, l'immatriculation de la propriété dite « Bled Si M'Hamed Nacéri II », réquisition 7554 C., est étendue à deux parcelles voisines de celle bornée le 21 janvier 1926.

La première, connue sous le nom de « El Harch », d'une contenance de 2 hectares, limitée :

Au nord : par la route des Nouasseur à Médiouna ; à l'est et au sud : par Mohammed ben Bouchaïb ; à l'ouest : par la propriété dite « Bled Si M'Hamed Nacéri », réquisition 7553 C.

La deuxième, connue sous le nom de « Ard'h Ami el Ghezouaoui », d'une contenance approximative de 2 hectares, limitée :

Au nord : par les Ouled Si Larbi, représentés par Larbi ben Mohammed ; à l'est, par les héritiers de Aïssa ben Ali, représentés par Chama bent Aïssa ; au sud, par Ahmed ben Ali ; à l'ouest, par les Ouled Si Larbi.

Tous les riverains demeurent sur les lieux.

Ces deux parcelles appartiennent aux requérants en copropriété, en vertu d'une moulikia de fin joumada II 1343 (25 janvier 1925), déposée à la Conservation.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

III. — CONSERVATION D'OUIDJA

Réquisition n° 1428 O.

Suivant réquisition en date du 1^{er} février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Mohamed ould Mokaddem ben Ziane, propriétaire, marié à Oujda, vers 1904, avec dame Fatima bent ben Younès ben M'Hamed el Arbi, selon la loi coranique, demeurant et domicilié à Oujda, quartier des Oulad Amrane, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Rogaat Ettacé », consistant

en terres de culture, située ville d'Oujda et tribu des Oujada, à 2 km. environ au nord de la ville d'Oujda, à 350 mètres environ des bureaux de la Douane, en bordure de la piste dite « Trik Boudir ».

Cette propriété, occupant une superficie de deux hectares environ, est limitée : au nord, par 1^o El Hadj Seddik, commerçant à Oujda, quartier Ahl Djamel ; 2^o Mohamed ben Younès Dezire à Oujda, quartier des Oulad Amrane ; à l'est, par Ben Oula ould Larabi, à Oujda, quartier des Oulad Amrane ; au sud, par 1^o Ben Younès ould el Basri ; 2^o Si Mohamed ould Si Mohamed ben Kaddour, à Oujda, quartier des Oulad Amrane ; à l'ouest, par la piste dite « Trik Boudir » et au delà les Habous.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte d'adoul, en date du 21 safar 1333 (8 janvier 1915), n° 32, homologué, lui attribuant cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i,
SALEL.

Réquisition n° 1429 O.

Suivant réquisition en date du 3 février 1926, déposée à la Conservation le même jour, Sid Mohamed ben Oumer, cultivateur, marié au douar Aounout, fraction de Tagma, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du Nord avec 1^o Mimouna bent Chérif, vers 1890 et 2^o Rahma bent Tayeb, vers 1906, selon la loi coranique, demeurant et domicilié au douar susdésigné, a demandé l'immatriculation en qualité de propriétaire d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tamziret Azza », consistant en terres de culture, situées contrôle civil des Beni Snassen, fraction de Tagma, douar Aounout, tribu des Beni Ourimèche et Beni Attig du Nord, à 12 km. environ à l'ouest de Berkane, sur la piste de Mechra Saf à Berkane, au lieu dit « El Farhya ».

Cette propriété, occupant une superficie de 20 hectares environ, est limitée : au nord, par 1^o Si Mohamadine ben el Mokhtar ; 2^o Emberek ben Boudjema, sur les lieux ; à l'est, par un djorf et au delà la propriété dite « Zaïest », titre 154 O., appartenant à MM. Bede et Peric à Berkane ; au sud, par la piste de Mechra Saf à Berkane et au delà M. Krauss Auguste, à Oran, 2, rue des Forêts ; à l'ouest, par 1^o Si Mohamed el Halou à Berkane ; 2^o M. Krauss Auguste susnommé.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'une moulikia dressée par adoul le 5 kaada 1339 (11 juillet 1921), n° 172, homologuée, établissant ses droits sur cette propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Oujda, p. i,
SALEL.

IV. — CONSERVATION DE MARRAKECH

Réquisition n° 817 M.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Abraham de Isaac Rosilio, sujet marocain, protégé espagnol, marié à dame Hennina Rebiho, le 29 sbat 5650 (1890), suivant la loi mosaïque, à Mogador, demeurant et domicilié à Mogador, rue de l'Adjudant-Pain, n° 1, et représenté par Messod Rosilio, demeurant à Mogador, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « Immeuble Nissein Lévy », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Immeuble A. Rosilio n° 3 Marrakech », consistant en construction à l'usage de magasin, située à Marrakech-Mellah, rue El Bzazin el Kbar, n° 45.

Cette propriété, occupant une superficie de 5 mètres carrés 60, est limitée : au nord, par Moïse Rosilio, demeurant à Marrakech, rue du Mellah Djedid ; à l'est, par la rue Elbzazin el Kbar ; au sud, par le requérant ; à l'ouest, par les Habous.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 16 elloul 5671, établi en la forme hébraïque, aux termes duquel Hanania ben David Ouyoussef lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 818 M.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Abraham de Isaac Rosilio, sujet marocain, protégé espagnol, marié à dame Hennina Rebibo, le 29 sbat 5650 (1890), suivant la loi mosaïque, à Mogador, demeurant et domicilié à Mogador, rue de l'Adjudant-Pain, n° 1, et représenté par Messod Rosilio, demeurant à Mogador, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « Immeuble Rabbim Amar », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Immeuble A. Rosilio n° 4 Marrakech », consistant en construction à usage de magasin, située à Marrakech-Mellah, rue de la Fontaine, n° 34.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 mètres carrés 25, est limitée : au nord, par la rue de la Fontaine ; à l'est, par Jacob Mouyoussef, demeurant à Marrakech-Mellah ; au sud, par Jacob Perez, demeurant à Marrakech-Mellah, rue de la Fontaine ; à l'ouest, par Moïse Rosilio, rue du Mellah-Djedid.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 16 elloul 5671, établi en la forme hébraïque, aux termes duquel Hanania ben David Ouyoussef lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 819 M.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Abraham de Isaac Rosilio, sujet marocain, protégé espagnol, marié à dame Hennina Rebibo, le 29 sbat 5650 (1890), suivant la loi mosaïque, à Mogador, demeurant et domicilié à Mogador, rue de l'Adjudant-Pain, n° 1, et représenté par Messod Rosilio, demeurant à Mogador, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Elias Pensbaag », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Immeuble A. Rosilio n° 5 Marrakech », consistant en constructions à usage de magasin, située à Marrakech-Mellah, rue de la Fontaine, n° 8.

Cette propriété, occupant une superficie de 4 mètres carrés 80, est limitée : au nord, par la rue de la Fontaine ; à l'est, par les Habous ; au sud, par Mardochée Torzman, demeurant à Marrakech-Mellah, rue de la Fontaine ; à l'ouest, par Jacob Horoch, demeurant à Casablanca, route de Meknès.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 16 elloul 5671, établi en la forme hébraïque, aux termes duquel Hanania ben David Ouyoussef lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

Réquisition n° 820 M.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Abraham de Isaac Rosilio, sujet marocain, protégé espagnol, marié à dame Hennina Rebibo, le 29 sbat 5650 (1890), suivant la loi mosaïque, à Mogador, demeurant et domicilié à Mogador, rue de l'Adjudant-Pain, n° 1, et représenté par Messod Rosilio, demeurant à Mogador, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée : « Immeuble Judah Seraf », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de : « Immeuble A. Rosilio n° 6 Marrakech », consistant en constructions à usage de magasin, située à Marrakech-Mellah, rue Elhazin Zghar, n° 40.

Cette propriété, occupant une superficie de 8 mètres carrés 25, est limitée : au nord, par Rebbi Judah ben David Ohayon, demeurant à Marrakech-Mellah ; à l'est, par le chérif Moulay Mohammed Ouled Moulay el Hadj el Meslouhi, demeurant à Tameslouth ; au sud, par Josua Corcos, demeurant à Marrakech-Mellah, rue Josua-Corcos ; à l'ouest, par la rue Elhazin Zghar.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte en date du 16 elloul 5671, établi en la forme hébraïque, aux termes duquel Hanania ben David Ouyoussef lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

EXTRAIT RECTIFICATIF concernant la propriété dite :
« Blad el Berraka », réquisition n° 655^m, sise tribu des Abda, au nord-est de Souk el Djenâa Sahim, dont l'extrait de réquisition a paru au « Bulletin Officiel » du 18 août 1925, n° 669.

Suivant réquisition rectificative, en date du 8 février 1926, Si Hadj Ahmed ben el Routi, requérant l'immatriculation de la propriété susvisée, a déclaré que cette réquisition faisait opposition à la délimitation de l'immeuble domanial connu sous le nom de « Groupe Abdokader ben Moussa Etat ».

Le Conservateur de la Propriété foncière à Marrakech,
GUILHAUMAUD.

V. — CONSERVATION DE MEKNÈS**Réquisition n° 651 K.**

Suivant réquisition en date du 28 janvier 1926, déposée à la Conservation le 29 janvier 1926, M. Roux Charles-Henri-Auguste-Baptiste, intégrant militaire du cadre de réserve, marié à dame Delpech Jeanne-Marthe, le 1^{er} juin 1901, à Sidi-bel-Abbès (Oran), sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, suivant contrat reçu par M^e Goyot, notaire à Sidi-bel-Abbès, le 30 mai 1901, demeurant et domicilié à Fès-ville nouvelle, boulevard du 4^e Tirailleurs, maison Raphaël Danan, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Douiet II lot 4 », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Les Nids de Douiet », consistant en terrain de culture avec ferme, située au bureau des renseignements de Fès-banlieue, tribu des Oudaya, à 10 km. de Fès, sur la route de Petitjean à Fès, lot n° 4 du lotissement dominical Douiet II.

Cette propriété, occupant une superficie de 172 hectares, est limitée : au nord, par une merja non dénommée (domaine public) ; à l'est, par un lot communal ; au sud, par la route de Meknès à Fès ; à l'ouest, par M. Moreno, sur les lieux (lot n° 3) et par S. M. Moulay Youssef, sultan du Maroc.

Le requérant déclare qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant notamment valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer sans l'autorisation des domaines, le tout sous peine de déchéance ; 2^e hypothèque et action résolutoire au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), vendeur, pour sûreté de la somme de 40.176 francs, montant du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un procès-verbal d'attribution en date, à Rabat, du 25 novembre 1925, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé) lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 652 K.

Suivant réquisition en date du 24 décembre 1925, déposée à la Conservation le 29 janvier 1926, Mohamed ben Larbi el Mernissi, propriétaire, marié selon la loi musulmane, demeurant et domicilié à Fès, rue Taala, n° 46, agissant en son nom et comme copropriétaire de : 1^o Ammar Cohen, marié selon la loi mosaïque, à dame Nouna Botbol ; 3^o Isaac Cohen, marié selon la loi mosaïque, à dame Cohen, fille de Juda, en 1912, ces deux derniers en état de faillite, demeurant à Fès-Mellah, rue El Kaous, représentés par M. Chaduc, syndic de la faillite, demeurant à Rabat, a demandé l'immatriculation, en qualité de copropriétaires indivis à concurrence de 5/10 pour Mohammed ben Larbi Mernissi, 4/10 pour Ammar Cohen et 1/10 pour Isaac Cohen, d'une propriété à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Bled Mernissi 12 », consistant en terrain de culture, située à Fès, ville nouvelle (périmètre urbain), sur la route de Meknès à Seffrou, à 400 mètres environ de la gare militaire, au sud-est de la réquisition 332 K., avec laquelle elle est contiguë.

Cette propriété, occupant une superficie de 1 hectare, est limitée : au nord-ouest, par la propriété dite « Bled Mernissi n° 6 », réquisition n° 232 K. ; à l'est, par M. Chastenot, représenté par M. Barrault, président de la Chambre de commerce à Fès ; au sud, par l'Etat chérifien (domaine privé).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'ils en sont copropriétaires en vertu d'un acte d'adoul du 9 ra-

madan 1338 (27 mai 1920), aux termes duquel les héritiers de Moulay Abdallah ben Moulay Mohammed el Amrani leur ont vendu le droit de gza concernant ladite propriété, étant expliqué que par acte d'adoul de la première décade de hija 1339 (16-15 août 1921), homologué, les Habous Maristane de Fès leur ont cédé, par voie d'échange le sol de la même propriété.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 653 K.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Abès Mohand ben Housseine, colon, marié à dame Jouffray Claudine-Rose, le 16 mai 1925, à Fès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, ville ancienne, avenue du Mellah, n° 73, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Rmel », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Rmel », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du Nord, fraction des Aït Yekkou ou Moussa, douar des Aït Baba, à l'ouest de la route de Meknès à Kénitra, à hauteur du km. 31.

Cette propriété, occupant une superficie de 30 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite Chibani, req. 15 K. ; à l'est, par M. Guay Francis, à Rabat ; au sud, par M. Melleray, sur les lieux ; à l'ouest, par Ja ben Lahssou, sur les lieux, et par la propriété dite Chibani, req. 15 K. susv.ée.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte sous seings privés en date de la dernière décade de janvier 1926, aux termes duquel El Ouafi ben Miloud, des Aït Baba, lui a vendu ladite propriété.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 654 K.

Suivant réquisition en date du 29 janvier 1926, déposée à la Conservation le même jour, M. Abès Mohand ben Housseine, colon, marié à dame Jouffray Claudine-Rose, le 16 mai 1925, à Fès, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, ville ancienne, avenue du Mellah, n° 73, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Tirras », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Tirras », consistant en terrain de culture, située contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du Nord, fraction des Aït Yekkou ou Moussa, douar des Aït Baba et Aït Lahssen ou Moussa, sur la route de Meknès à Kénitra, au km. 31.

Cette propriété, occupant une superficie de 150 hectares, est limitée : au nord, par la propriété dite « Hamri Tirras, req. 645 K., par Bassou ben Annoub et Moha ben Annoub, par El Ghazi ben Achimi ; à l'est, par Si el Mostapha ben Terras, par la piste de Sidi Moussa, et au delà par les Aït Lachgar, représentés par El Ghazi ben Lachgar,

par M. Lebon, demeurant à l'oued Rdom ; au sud, par le cheikh Khecham, par El Bacha, par Lahsen ou'd el Hadj, par Lahsen ou Rouch, et par la piste des Aït Aïssa ou Daoud ; à l'ouest, par la route de Meknès à Petitjean et par la propriété dite Chibani, réquisition 15 K., tous les indigènes susnommés demeurant sur les lieux.

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel et qu'il en est propriétaire, ainsi que le constate une moukya en date du 11 rejeb 1344 (22 janvier 1926) homologuée.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 655 K.

Extrait publié en exécution de l'article 4 du dahir du 24 mai 1922

Suivant réquisition en date du 10 juin 1925, déposée à la Conservation le 29 janvier 1926, M. Just Léopold-Alexandre, colon, marié à dame Beauchamp Adélaïde-Paule, le 6 octobre 1910, à Alger, sans contrat, demeurant et domicilié à Meknès, ville nouvelle, avenue du Maréchal-Lyautey, maison Alenda Hermanos et Cie, a demandé l'immatriculation, en qualité de propriétaire, d'une propriété dénommée « Lot de Colonisation n° 12 des Beni M'Tir », à laquelle il a déclaré vouloir donner le nom de « Domaine Norbert », consistant en terrain de culture avec maison d'habitation, située bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Beni M'Tir, à 3 km. du village de Bou Fekrane, en bordure de la route de Meknès à El Hajeb.

Cette propriété, occupant une superficie de 220 hectares, est limitée : au nord, par M. Louis Georges, sur les lieux (lot n° 11) ; à l'est, par M. Canitrot, colon sur les lieux (lot n° 17) ; au sud, par la tribu des Beni M'Tir ; à l'ouest, par la route de Meknès à El Hajeb et au delà par M. Vionnet, colon, sur les lieux (lot n° 6).

Le requérant déclare, qu'à sa connaissance, il n'existe sur ledit immeuble aucune charge ni aucun droit réel actuel ou éventuel autre que les obligations et conditions prévues au cahier des charges établi pour parvenir à la vente du lotissement et à l'article 3 du dahir du 22 mai 1922 contenant la valorisation de la propriété, interdiction d'aliéner ou d'hypothéquer sans l'autorisation des domaines, le tout sous peine de déchéance ; 2° hypothèque et action résolutoire au profit de l'Etat chérifien (domaine privé), vendeur, pour sûreté de la somme de 13.500 francs, montant du prix de vente, et qu'il en est propriétaire en vertu d'un acte administratif en date, à Rabat, du 1^{er} octobre 1919, aux termes duquel l'Etat chérifien (domaine privé), lui a vendu ladite propriété.

Les délais pour former opposition ou déposer des demandes d'inscription expireront dans un délai de quatre mois, à compter du jour de la présente publication.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES ⁽¹⁾

I. — CONSERVATION DE RABAT

REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du
12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).

Réquisition n° 1772 C. R.

Propriété dite : « Azib Chorfa et Ribab », sise contrôle civil de Kénitra, rive gauche du Sebou, tribu Oulad Naïm, douar des Ouled Taleb à 8 kilomètres en amont de Kénitra.

Requérants : 1° la Société Privée Marocaine du Sebou, société en nom collectif dont le siège social est à Kénitra.

2° L'Etat chérifien (domaine privé), représenté par le chef du service des domaines à Rabat.

Et propriété dite « Azib Chorfa et Ribab I ».

Requérante : la djemaa des Ouled Taleb, représentée par le directeur des affaires indigènes à Rabat.

Les délais pour former opposition sont ouverts pour une période de un mois à compter de la présente insertion sur réquisition de M. le procureur, commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Rabat, du 12 février 1926.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.

(1) NOTA. — Le dernier délai pour former des demandes d'inscription ou des oppositions aux dites réquisitions d'immatriculation est de deux mois à partir du jour de la présente

publication. Elles sont reçues à la Conservation, au Secrétariat de la Justice de Paix, au bureau du Caïd, à la Mahakma du Cadi.

**REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du
12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).**

Réquisition n° 1843 R.

Propriété dite : « M'Salla », sise contrôle civil de Rabat-banlieue, tribu des Haouzia, route de Rabat à Tadla.

Requérante : l'administration des Habous Kobra de Rabat, représentée par son nadir, domicilié à Rabat, rue Bab Chellah.

Les délais pour former opposition sont ouverts pour une durée de un mois à compter de la présente insertion sur réquisition de M. le procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Rabat, du 13 février 1926.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.*

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 2065 R.

Propriété dite : « Immeuble n° 221 », sise à Rabat, ville indigène rues des Consuls et d'El Kheddarine.

Requérant : l'Etat chérifien (domaine privé), représenté par le chef du service des domaines à Rabat.

Le bornage a eu lieu le 28 mai 1925.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.*

Réquisition n° 2104 R.

Propriété dite : « Villa Charly », sise à Rabat, quartier de l'Eglise Saint-Pierre, boulevard de la Tour Hassan.

Requérant : M. Coyo Joseph, propriétaire à Rabat, boulevard de la Tour Hassan.

Le bornage a eu lieu le 21 août 1925.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.*

Réquisition n° 2202 R.

Propriété dite : « Seguinaud », sise à Rabat, rue Van Vollenhoven.

Requérant : M. Seguinaud Paul, pharmacien, à Rabat, avenue du Chellah.

Le bornage a eu lieu le 13 novembre 1925.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.*

Réquisition n° 2203 R.

Propriété dite : « Seguinaud II », sise à Rabat, lotissement Helvetia, avenue du Chellah.

Requérant : M. Seguinaud Paul, pharmacien à Rabat, avenue du Chellah.

Le bornage a eu lieu le 13 novembre 1925.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Rabat,
ROLLAND.*

II. — CONSERVATION DE CASABLANCA

**REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du
12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).**

Réquisitions n° 3728 C. et 3729 C. fusionnées

Propriété dite : « Dehar Thami », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, à 5 km. de Médiouna, près du cimetière de Sidi Brahim.

Requérant : Si Thami ben Ali ben Thami Mediouni Mejjati, demeurant et domicilié au douar Mers Sokkar, fraction des Oulad Mejjati, tribu de Médiouna.

Les délais pour former des oppositions ou demandes d'inscription à ladite réquisition sont ouverts pendant un délai d'un mois à compter de la présente insertion, sur réquisition de M. le Procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Casablanca, en date du 15 juin 1925.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.*

**REOUVERTURE DES DELAIS
pour le dépôt des oppositions (art. 29 du dahir du
12 août 1913, modifié par le dahir du 10 juin 1918).**

Réquisition n° 6267 C.

Propriété dite : « Mers el Hadj el Djilali », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu de Médiouna, douar des Oulad el Ghelem à Tit Melil.

Requérants : 1° Si Bouchaïb ben Bouazza ben Bouazza ; 2° Abdokader ben Mohamed, demeurant tous les deux au douar des Oulad el Ghelem, tribu de Médiouna.

Les délais pour former des oppositions ou demandes d'inscription à la dite réquisition, sont ouverts, pendant un délai de deux mois, à compter de la présente insertion, sur réquisition de M. le Procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance de Casablanca, en date du 22 janvier 1926.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.*

AVIS DE CLOTURES DE BORNAGES

Réquisition n° 5334 C.

Propriété dite : « Joseph Fadale », sise à Casablanca, Maarif, rue du Marché.

Requérant : M. Fadale Antonino, domicilié à Casablanca, Maarif, villa Liborina, rue de Pelvoux.

Le bornage a eu lieu le 20 octobre 1925.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.*

Réquisition n° 6280 C.

Propriété dite : « Errhibiha », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boulhaut, tribu des Ziaïda, Moualin el Outa, fraction et douar des Oulad Bou Djemââ, à 1 km. au sud d'Aïn el Gouirat.

Requérants : 1° Driss ben el Caïd Abdallah ben Mohammed Ezziadi ; 2° Rkia bent el Caïd Abdallah, mariée à Ali ben Abdokader ; 3° Chama bent el Caïd Abdallah, mariée à Abdallah ben Taïbi ; 4° Malika bent el Caïd Abdallah, célibataire ; 5° Khanata bent el Caïd Abdallah, célibataire ; 6° El Haoussine ben el Caïd Abdallah ; 7° El Maati ben el Caïd Abdallah ; 8° Guelila bent el Caïd Abdallah, mariée à Mohammed ben Ahmed ; 9° El Caïd Hamouda ; 10° Amana bent el Maati, veuve de Essaïd Ahmed ben Caïd Abdallah ; 11° Saïd Mohammed ben Si Ahmed ; 12° Fatima bent Ben Naccour, veuve du caïd Abdallah ben Mohamed ; 13° Fatima bent Essehmi, veuve du caïd Abdallah ben Mohammed ; 14° Zohra bent el Khelifa Eddoukalia, veuve du caïd Abdallah ben Mohammed ; 15° Aïcha bent Errhimini, célibataire ; 16° Hamou ben Errhimini ; 17° Bouchaïb ben Errhimini ; 18° Eddaouia bent el Maati, veuve de Djilali ben Errhimini ; 19° Fatima bent Abdesslam, veuve de Mahjoub ben Errhimini ; 20° Mohammed ben Mahjoub ben Errhimini, célibataire ; 21° Chahcha bent el Mahjoub ben Errhimini, mariée à El Maati ben el Caïd Abdallah ; 22° El Arbi ben Errhimini ; 23° Deghaï bent Rkiya bent Errhimini, mariée à Touzert ben Mohammed ; 24° Igoub ben Rkiya bent Errhimini ; 25° El Khaiat ben Rkiya bent Errhimini ; 26° Dahman ben Rkiya bent Errhimini, célibataire, tous demeurant au douar Ouled Bouzmaa, fraction des Oulad Moualin Louta, tribu des Ziaïda, contrôle civil de Camp Boulhaut, domiciliés à Casablanca, boulevard de la Gare, chez M^e Dumas, avocat.

Le bornage a eu lieu le 20 juillet 1925.

*Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.*

Réquisition n° 6377 C.

Propriété dite : « La Cigogne », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, tribu des Zénata, douar Ghezouan, au km. 18 du chemin de fer de 0 m. 60 de Casablanca à Rabat.

Requérant : M. Broggi Ottavio, demeurant à Pont-à-Vendin (Pas-de-Calais), domicilié chez M. Bianchimi Giovanni, poste restante à Casablanca.

Le bornage a eu lieu le 16 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6670 C.

Propriété dite : « Hadj el Mekki », sise contrôle civil des Douk-kala, annexe de Sidi ben Nour, tribu des Oulad Amrane, fraction des Oulad Lahssène, douar des Oulad Fouares.

Requérants : El Hadj el Mekki ben el Hadj ben Abbou Eddoukkali el Amrani el Hasni el Farsi, demeurant à Salé, Bab Sebta, Dar el Baroud, n° 4, et domicilié à Casablanca, impasse Eddalia, n° 18, chez M. Montagne.

Le bornage a eu lieu le 16 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6681 C.

Propriété dite : « Reyena », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, tribu des M'Dakra, douar M'Zaraa, au sud de Dar el Hadj ben Hadj.

Requérant : Mohamed ben Saghir el Mezraoui el Meghili, demeurant au douar des M'Zaraa, tribu des M'Dakra.

Le bornage a eu lieu le 2 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6734 C.

Propriété dite : « Louïza », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Boucheron, douar des Mzaara, englobant Dar bel Hadj.

Requérant : Mohamed ben Saghir el Mezrouaf el Meghili, demeurant au douar M'Zaraa, tribu des M'Dakra.

Le bornage a eu lieu le 2 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 6957 C.

Propriété dite : « Adeline », sise à Casablanca, Maarif, rue des Pyrénées, n° 30.

Requérant : M. Patti Vincent, demeurant à Casablanca, sur les lieux, et domicilié à Casablanca, avenue du Général-Drude, 135, chez M. Wolff.

Le bornage a eu lieu le 21 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7006 C.

Propriété dite : « Chuisa », sise à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore.

Requérant : M. Giommanchieri Innocenzo, demeurant à Casablanca, rue de l'Industrie, 47.

Le bornage a eu lieu le 22 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7066 C.

Propriété dite : « Renée V », sise à Casablanca, Maarif, rues des Pyrénées et du Mont-Dore.

Requérant : M. Hansen Arthur, demeurant à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore.

Le bornage a eu lieu le 23 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7105 C.

Propriété dite : « Hofra el Miar », sise contrôle civil de Chaouïa-sud, annexe de Ben Ahmed, tribu des Menia, fraction Ouled Ich, lieu dit « El Grouirat », à l'est de Tala el Abd.

Requérant : El Hadj ben Abdallah el Laïchi, demeurant au douar Oulad Ich, fraction des Ouled Merah, tribu des Menia.

Le bornage a eu lieu le 10 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7152 C.

Propriété dite : « Adèle Genna », sise à Casablanca, Maarif, rue du Mont-Dore.

Requérant : M. Giommanchieri Innocenzo, demeurant à Casablanca, rue de l'Industrie, 47.

Le bornage a eu lieu le 23 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7175 C.

Propriété dite : « Ard Rguig », sise contrôle civil de Chaouïa-centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Moulain el Hofra, fraction des Oulad Attou, douar Chleit, à 2 km. 200 environ au sud-est du marabout de Sidi Moulay Lefhal.

Requérant : Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, demeurant rue Djemaa ben Mellouk, n° 8, à Casablanca et y domicilié chez M^e Bonnan, avocat, rue Nationale, n° 3.

Le bornage a eu lieu le 8 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7209 C.

Propriété dite : « Elbir ben Saïdia », sise contrôle civil de Chaouïa centre, annexe des Ouled Saïd, tribu des Guedana, douar Mzefine, près de la piste de Souk el Had des Mzoura à Bou Laouane, à 100 mètres environ au sud de Bir Mzefine, à 1 km. environ au sud-ouest du marabout de Sidi Kassem.

Requérant : Mohamed ben Bouchaïb ould Saïdia, demeurant rue Djemaa ben Mellouk, n° 8, à Casablanca et y domicilié chez M^e Bonnan, avocat, rue Nationale, n° 3.

Le bornage a eu lieu le 15 décembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7280 C.

Propriété dite : « Melk Bendahane », sise ville d'Azemmour, mé-dina, impasse Derb el Maghzen et rue Daïra bel Médina.

Requérant : Si Mohammed ben Dahane, pacha d'Azemmour.

Le bornage a eu lieu le 16 juin 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7319 C.

Propriété dite : « Aimée VIII », sise à Casablanca, Maarif, rue du Marché.

Requérants : 1° M. Cillufo Nicolas ; 2° Mme Coffaro Antonina, son épouse, domiciliés tous deux à Casablanca, rue du Docteur-Mauchamp, chez M^e Lumbroso.

Le bornage a eu lieu le 19 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7397 C.

Propriété dite : « Bled el Fquih Si Bouchaib IV », sise contrôle civil des Doukkala, tribu des Ouled Bouaziz, fraction des Beraouga, à 3 km. à l'est du 31 km. de la route de Mazagan à Marrakech.

Requérant : Si Bouchaib ben Smaïn el Fkih Rafai, demeurant au douar Boukhanchouf, fraction des Ouled Rifa, tribu des Ouled Bouazziz.

Le bornage a eu lieu le 10 août 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7517 C.

Propriété dite : « Ouled Eourouis », sise contrôle civil de Chaouïa-nord, annexe de Camp Boudhazut, tribu des Ziaïda (Moualin el Outa), lieu dit « Bou Derbella », à 2 km. environ à l'est de Bir el Ayadi.

Requérant : M. Etienne Antoine, demeurant à Casablanca, au Majestic-Hôtel, boîte postale n° 629

Le bornage a eu lieu le 16 juillet 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7575 C.

Propriété dite : « Dar Si Mohammed ben M'Hammed el Maati », sise à Mazagan, ruelle 307.

Requérant : Mohammed ben M'Hammed ben Maati, demeurant à Mazagan, 4, avenue Richard d'Ivry

Le bornage a eu lieu le 9 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7611 C.

Propriété dite : « Villa Marie-Paul », sise à Casablanca, à l'angle du boulevard Gouraud, n° 32, et de la rue Lacépède.

Requérant : M. Marage Paul, demeurant à Casablanca, boulevard Gouraud, 32, villa Marie-Paul.

Le bornage a eu lieu le 9 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7689 C.

Propriété dite : « Pauline-Gina », sise à Casablanca, boulevard de la Gironde.

Requérant : M. Pinto François, demeurant à Casablanca, rue de Briey, 49.

Le bornage a eu lieu le 7 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

Réquisition n° 7958 C.

Propriété dite : « Sauvant », sise à Casablanca, à l'angle des rues de Briey et de la Liberté.

Requérant : M. Sauvant Hermann-Delphin-Cyprien, domicilié à Casablanca, rue de Briey, 20, chez M. Guillon Fernand.

Le bornage a eu lieu le 9 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Casablanca,
BOUVIER.

V. — CONSERVATION DE MEKNES**Réquisition n° 162 K.**

Propriété dite : « Jardin Bab Tizimi », sise à Meknès, Médina, périmètre urbain, boulevard Circulaire, près Bab Tizimi.

Requérants : 1° M. Perriquet Camille, demeurant à Birtouta (Alger) ; 2° M. Mussard Robert, demeurant à Kénitra, tous deux domiciliés à Meknès, Médina, chez M. Clément, rue Sekkachine, n° 12.

Le bornage a eu lieu le 28 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 163 K.

Propriété dite : « Sid Zin el Abdin », sise à Meknès, Médina, périmètre urbain, le long des remparts du Mellah.

Requérant : M. Perriquet Camille, demeurant à Birtouta (Alger), et domicilié à Meknès, Médina, chez M. Clément, rue Sekkachine, n° 12.

Le bornage a eu lieu le 29 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 258 K.

Propriété dite : « Clos Vouvray », sise bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guerouane du Sud, à proximité de Toulal.

Requérant : M. Clément Louis, colon, demeurant à Meknès, Médina, rue Sekkachine, n° 12.

Le bornage a eu lieu le 5 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 262 K.

Propriété dite : « Dar Ain Kerma », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, à 1 km. de Meknès, sur l'ancienne piste de Salé, près le marabout de Sidi Saïd.

Requérant : M. Perriquet Camille, demeurant à Birtouta (Alger), et domicilié à Meknès, Médina, chez M. Clément, rue Sekkachine, n° 12.

Le bornage a eu lieu le 30 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 387 K.

Propriété dite : « Lonjaret », sise à Meknès, ville nouvelle, avenue Millerand et rue Massenet.

Requérant : M. Lonjaret Marius-Olivier, lieutenant au 35^e régiment d'aviation, demeurant à Meknès, chez M. Delvilani, entrepreneur.

Le bornage a eu lieu le 28 septembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 423 K.

Propriété dite : « Sidi Taïbi », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du Nord, fraction des Ouled Denim, sur l'oued Khoumane, près du marabout de Sidi Ahmed Mserredj.

Requérants : 1° M. Guetta Joseph-Georges, demeurant à Paris, 14, rue de l'Echiquier ; 2° Mme Beyne Marie-Madeleine, veuve Monmiron Paul, demeurant à Paris, 8, rue Philibert-Delorme, tous deux domiciliés chez M. Diaz, gérant de la ferme de Sidi Taïbi, tribu des Guerouane du Nord.

Le bornage a eu lieu le 25 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété Foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 436 K.

Propriété dite : « Mimouna », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des Guerouane du Nord, sur l'oued Kell, à 2 km. à l'ouest de Sidi Abdelkader ben Grinat.

Requérants : 1° Si Mohamed ben Ahmed Bennouna, nadir des Habous Soghra de Meknès, demeurant à Meknès, 15, derb Auboul, et domicilié chez M^e Reveillaud, avocat, à Fès, 4, rue du Douh, son mandataire ; 2° Abdesselam ben Ahmed Bennouna ; 3° Zineb bent Ahmed Bennouna, mariée à El Abbès Tazi, demeurant à Meknès, 1, derb Lella Aïcha Adouïa ; 4° Kdija bent Ahmed Bennouna ; 5° Kenza bent Ahmed Bennouna, mariée à Abdennebi Bennani, demeurant à Meknès, Sqas Karmoui, n° 5 ;

6° Mohamed ben Driss Bennouna, demeurant à Meknès, 15, derb Auboul, ces cinq derniers sous la tutelle testamentaire de Si Mohamed ben Ahmed Bennouna surnommé ; 7° Mohamed ben Taïeb Bennouna, demeurant à Meknès, 15, derb Auboul ; 8° El Kebira Bel-

ghitia, veuve de Si Tafieb Bennouna, demeurant à Meknès ; 9° Ham-madi Meknassi, demeurant à Fès, 10, Oued Rechacha ; 10° Benaïssa ben Mohamed Felloussi, demeurant à Meknès, 14, rue Tiberbarin ;

11° Driss ben Mohamed Felloussi, demeurant à Meknès, 14, rue Tiberbarin ; 12° Fdila bent Driss Bennouna, mariée à Sidi el Hachemi ben Sidi ben Aïssa, demeurant à Meknès, 6, derb Barraka ; 13° Kdija bent Driss Bennouna, célibataire, demeurant à Meknès, 3, derb El Fetian ; 14° Fatma bent Driss Bennouna, mariée à Si Mohamed el Feloussi, demeurant à Meknès, 3, derb El Fetian ; 15° Fatma bent Abdelkader Tadlaoui, célibataire, demeurant à Meknès, 7, rue Sidi Ahmed el Khadra ;

16° Abdelkader Tadlaoui, demeurant à Meknès, 7, rue Sidi Ahmed el Khadra ; 17° Si Mohamed ben Haj Kacem Bennouna, demeurant à Meknès, 2 derb Tiberbarin ; 18° Saadia bent Bouazza, veuve de Mohamed ben Haj Qacem Bennouna, demeurant à Meknès, 4, Aqbet Zerga ; 19° Mohamed ben Mohamed ben Haj Qacem Bennouna, demeurant à Meknès, 14, rue Tirbiin ; 20° Driss ben Mohamed Bennouna, demeurant à Meknès, 13, derb Fetian ;

21° Abdelkader ben Mohamed Bennouna, demeurant à Meknès, 3, derb Fetian ; 22° Fatma bent Mohamed Bennouna, mariée à Mohamed ben Dris el Islami, demeurant à Meknès, Jean Seffarin, n° 4 ; 23° Henia bent el Maati Boumediane, mariée à Sidi Mohamed bel Mahdi, demeurant à Meknès, Hrimiche, n° 3 ; 24° Ftouma bent el Maati Boumediane, mariée à Abbou ben Mohamed demeurant à Meknès, derb Barraka, n° 5 ; 25° Mohamed Ben Haj Abdesslam Boumediane, demeurant à Meknès, Zenqat Moulay Thami, n° 34 ;

26° El Maati ben Haj Abdesslam Boumediane, demeurant à Meknès, Zenqat Moulay Thami, n° 34 ; 27° El Mehdi ben Haj Abdesslam Boumediane, demeurant à Meknès, Zenqat Moulay Thami, n° 34 ; 28° Zohor bent Haj Abdesslam Boumediane, mariée à Ahmed ben Driss

Zemrani, demeurant à Rabat, rue Hammam el Alou ; 29° Sfia bent Haj Qacem Felloussi, veuve de Haj Abdesslam Boumediane, demeurant à Meknès, 34, Zenqat Moulay Thami ; 30° Hachmia bent Bou Tabar, mariée à Mchamed bel Cadi, demeurant à Meknès, 4, rue Sidi Kad-dour el Alaoui.

Le bornage a eu lieu le 9 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 442 K.

Propriété dite : « Bled Sidi ben Aïssa », sise bureau des renseignements d'El Hajeb, tribu des Guérouane du Sud, sur la piste allant de Sidi Abdelkader Bou Grinat à Toulal, à 8 km. environ de Meknès.

Requérant : M. Pagnon Emile, colon, demeurant à Meknès, avenue de la République.

Le bornage a eu lieu le 6 novembre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

Réquisition n° 543 K.

Propriété dite : « Domaine Lorraine », sise contrôle civil de Meknès-banlieue, tribu des M'jat, sur l'oued Defali, près du marabout de Sidi Ahmed Berreg.

Requérant : M. Thouveny Félix-Marcel, demeurant à Meknès, ville nouvelle, rue de l'Yser.

Le bornage a eu lieu le 23 octobre 1925.

Le Conservateur de la Propriété foncière à Meknès, p. i.,
CUSY.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces

Annonces légales, réglementaires et judiciaires

AVIS

DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le 30 avril 1926, à 9 heures, au bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, à la vente aux enchères publiques d'un fonds de commerce de boulangerie, sis à Casablanca, boulevard de la Gironde, n° 30, comprenant :

1° L'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage ;

2° Le matériel d'exploitation savoir : un pétrin mécanique, un appareil à cylindre, un moteur électrique de 2 chevaux, un pétrin à main, trente planches à pain, une voiture de livraison à 4 roues, un cheval et ses harnais.

Ce fonds de commerce est vendu à la requête de la société des Moulins du Maghreb, domicile élu en le cabinet de M^e Bonan, avocat à Casablanca, à l'encontre de M. Hernandez Joseph, demeurant à Casablanca, boulevard de la Gironde, en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 2 juillet 1925.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier

des charges et sur la mise à prix de deux mille francs.

Pour tous renseignements, s'adresser au bureau sus-indiqué.

Casablanca, le 16 février 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN

BUREAU DES NOTIFICATIONS
ET EXÉCUTIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Avis de l'article 340,
du dahir de procédure civile

Avis est donné à qui il appartiendra qu'une saisie immobilière a été pratiquée le 24 septembre 1925, à l'encontre du sieur Bou Djaâfar ben el Kebir el M'Zemzi el Djidoui el Mairi des Djeddât Amerine, tribu des M'Zamza, contrôle civil de Chaouïa-sud, sur les immeubles ci-après désignés, situés aux dits lieux :

1° une parcelle de terrain d'une contenance de mille mètres carrés environ, limitée : au nord, par El Mekki ben el Kebir ; au sud, par Rezouani ben el Kebir ; à l'est, par Ali el Abdallah ben Bouchaïb ;

à l'ouest, par la piste de Seïtat à Casablanca ;

2° une parcelle de terrain dite « Feddan Halfa », d'une contenance de huit mille mètres carrés environ, limitée : au nord, par Ahmed ben Bouchaïb ; au sud, par Mohamed ben Bou Hamou ; à l'est, par El Mekki et Bouchaïb el Kebir ; à l'ouest, par Ahmed et Bouazza ben Djafaar ;

3° une parcelle de terrain dite « Feddan el Mers », d'une contenance de mille mètres carrés environ, limitée : au nord, par Mohamed et Bouazza ben Djafaar ; au sud, par Rezouani el Kebir ; à l'est, par la piste de Casablanca ; à l'ouest, par la demeure du poursuivi ;

4° une parcelle de terrain dite « Koudiat », d'une contenance de neuf mille mètres carrés environ limitée : au nord, par Rezouani el Kebir ; au sud, par Mohamed ben Zouiti ; à l'est, par Bouchaïb ben Kho-reï ; à l'ouest, par Ben Kacem ben Larbi.

5° une parcelle de terrain dite « Koudiat Zria », d'une contenance de quatre mille mètres carrés environ, limitée : au nord, par Maachiould Hadj Kacem ; au sud, par Rezouani

ben el Kebir ; à l'est, par Mohamed Laskri ; à l'ouest, par Mohamed Liazia ben Zouitina.

Que les formalités pour parvenir à la vente des dits immeubles sont faites par le bureau des notifications et exécutions judiciaires de Casablanca, au palais de justice, de cette ville, où tous détenteurs de titres de propriété et tous prétendants à un droit réel sur les dits immeubles sont invités à se faire connaître dans le délai de un mois à dater du présent avis.

Casablanca, le 10 février 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
J. AUTHEMAN.

TRIBUNAL DE PAIX DE MARRAKECH

AVIS

DE MISE AUX ENCHÈRES

Il sera procédé le lundi 17 mai 1926, à 10 heures, au secrétariat-greffier du tribunal de paix de Marrakech, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des cinq huitièmes d'un immeuble situé à Marrakech-mellah, rue du Commer-

ce n° 88, comprenant une maison de deux étages sur rez-de-chaussée et diverses dépendances, le tout édifié sur un terrain d'environ cent quatre-vingts mètres carrés et limité en façade par la rue du Commerce ; à droite par l'immeuble Haïm Lasry ; à gauche, par Salomon Cohen et sur le derrière par Jacob Hazan. Il est stipulé que les boutiques en façade sur la rue du Commerce portant les n°s 84, 86, 90 et 92 ne font pas partie de l'immeuble à vendre.

Sur la mise à prix de trente mille francs.

Cette part indivise d'immeuble dépendant de l'actif de la faillite des sieurs Meïr et Aaron Ohayon est vendue à la requête de M. Zévaco, secrétaire-greffier au bureau des faillites et liquidations judiciaires de Casablanca, syndic de l'union des créanciers de la faillite des dits sieurs Meïr et Aaron Ohayon.

En exécution d'une ordonnance de M. le juge commissaire de ladite faillite du 13 octobre 1924 et d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de Casablanca, le 29 octobre 1924.

L'adjudication aura lieu aux clauses et conditions du cahier des charges.

Dès à présent et jusqu'à l'adjudication, toutes offres d'enchères peuvent être faites au secrétariat-greffier du tribunal de paix de Marrakech.

Pour tous renseignements, s'adresser au dit secrétariat où se trouvent déposés le cahier des charges et les pièces.

Marrakech, le 15 février 1926.

Le secrétaire-greffier en chef,
BRIANT.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1381
du 25 janvier 1926.

Suivant acte reçu par le bureau du notariat de Rabat, le 16 janvier 1926, dont une expédition a été déposée au greffe du tribunal de première instance de Rabat, le 25 du même mois, Mme Alphonsine-Maria Ligey, commerçante, épouse de M. Léon-Marius-Raoul Thirion, commis à la conservation foncière, avec lequel elle demeure à Rabat, rue Faran Zitouna, n° 2, a vendu à Mme Andréa-Marie-Yvonne Guillemette - Le Bras, sage-femme, épouse de M. Georges Donvez, professeur au lycée Gouraud, avec lequel elle demeure à Rabat, rue El Gza, le fonds de commerce de mercerie, bonneterie et chaussures, à l'enseigne de : « A

l'Incroyable », qu'elle exploitait à Rabat, rue El Gza, n° 151, avec les éléments corporels et incorporels qui le composent.

Les oppositions sur le prix seront reçues au greffe du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Rabat.

Inscription n° 1384
du 15 février 1926.

Suivant acte reçu par le bureau du notariat de Rabat, le 28 janvier 1926, dont une expédition a été déposée au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Rabat, le 1^{er} février suivant, M. Firmin-Charles Albessard, commerçant, domicilié à Rabat, avenue Foch, n° 34, a vendu à M. Pierre Royer, commerçant, demeurant aussi à Rabat, rue de la Paix, les parts et portions étant de moitié (l'autre moitié appartenant à l'acquéreur) lui revenant dans le fonds de commerce de nouveautés, tissus et bonneterie à l'enseigne de « Au Fouillis », exploité par eux à Rabat, jadis rue El Gza, n° 160, mais aujourd'hui transféré avenue Dar el Makhzen, immeuble du comte d'Harcourt, avec les éléments corporels et incorporels qui le composent.

Les oppositions sur le prix seront reçues au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Rabat, dans les quinze jours de la deuxième insertion qui sera faite du présent extrait dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, le 28 janvier 1926, il appert qu'il est formé entre M. Albert Chauffurrier, commerçant, M. Ernest Drappier, directeur de l'Horticulture Marocaine et M. Edouard Merckels, fondé de pouvoirs de l'Office général de surveillance, demeurant tous trois

à Casablanca, une société en nom collectif, ayant pour objet la représentation, la commission, l'importation et l'exportation de tous produits de quelque nature qu'ils soient, avec siège social à Casablanca, rue de l'Horloge, n° 55.

La durée de la société est fixée à dix années à compter du 1^{er} janvier 1926, renouvelable par tacite reconduction pour une période égale.

La raison et la signature sociales sont « L'Expansion Marocaine » ; les affaires de la société seront gérées par M. Chauffurrier, lequel aura la signature sociale dont il ne pourra faire usage que pour les besoins de la société.

Le capital social est fixé à quinze mille francs apportés par tiers et en espèces par chacun des associés lesquels, après chaque inventaire annuel, partageront les bénéfices ou supporteront les pertes dans les mêmes proportions.

Et autres clauses et conditions insérées à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu au bureau du notariat de Casablanca, les 30 janvier et 1^{er} février 1926, il appert qu'il est formé entre M. Pierre Magnard, commerçant, demeurant à Casablanca, immeuble de la Banque Anglaise, comme associé en nom collectif, et neuf autres personnes désignées à l'acte comme commanditaires, une société en commandite simple ayant pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce de cuirs et peaux apporté à la société par M. Pierre Magnard, ainsi que toutes opérations se rattachant au commerce de cuirs et peaux en général, avec siège social à Casablanca, immeuble de la Banque Anglaise.

La raison et la signature sociales sont : « Pierre Magnard et Cie ».

La durée de la société est fixée à dix années à compter du 1^{er} février 1926.

La société sera gérée et administrée par M. Pierre Magnard qui aura seul la signature sociale dont il ne pourra faire usage que pour les besoins de la société.

Le capital social est fixé à la somme de six cent mille francs formée de la manière suivante :

1^o M. Pierre Magnard apporte à la société un fonds de commerce de cuirs et peaux, sis à Casablanca, immeuble de la Banque Anglaise, avec tous ses éléments corporels et incorporels, le tout évalué à deux cent mille francs ;

2^o Et la somme de quatre cent mille francs, apportée en espèces par les commanditaires dans les proportions indiquées à l'acte.

Et autres clauses et conditions insérées au dit acte, dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce où tout créancier du fonds apporté pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca.

D'un acte reçu par M. Briant Emile, secrétaire-greffier en chef du tribunal de paix de Marrakech, le 25 janvier 1926, il appert que M. Faure Jean-Louis et son épouse, née Devise demeurant à Marrakech-médina ont vendu à M. Hazera Camille, commerçant à Marrakech, un fonds de commerce d'épicerie, alimentation et casse-croûte, sis à Marrakech, rue des Domaines, immeuble Salomon Abergel et dénommé « Epicerie Française » avec tous les éléments corporels et incorporels.

Suivant prix, charges, clauses et conditions insérés à l'acte dont une expédition a été transmise au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca pour son inscription au registre du commerce où tout créancier pourra former opposition dans les quinze jours de la seconde insertion du présent dans les journaux d'annonces légales.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

EXTRAIT

du registre du commerce tenu au secrétariat-greffier du tribunal de première instance de Casablanca.

Suivant acte sous seing privé, en date du 31 décembre 1925, déposé pour minute à M. Bourcier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 6 janvier

1926, la Compagnie Générale d'Outre-Mer, société anonyme dont le siège est à Paris, 83, rue de la Victoire, a apporté à la société anonyme dite Compagnie Générale de Commerce au Maroc, dont le siège est à Casablanca, route de Médiouna, 44 et 46, le fonds de commerce d'importation et d'exportation qu'elle exploite à Casablanca, 44 et 46, route de Médiouna ; à Fès, 28, Ras Cherratine, et 142, 144 et 146, rue du Mellah ; à Meknès, 107, avenue du Maréchal-Lyautey ; à Mazagan, traverse de la route de Marrakech, avec tous les éléments corporels et incorporels y attachés.

Cet apport qui a eu lieu moyennant l'attribution d'actions entièrement libérées a été vérifié et approuvé par les deux assemblées constitutives tenues les 5 et 16 janvier 1926, ainsi qu'il résulte des copies des procès-verbaux déposées pour minute à M. Boursier, chef du bureau du notariat de Casablanca, le 23 janvier 1926.

Expéditions des statuts et des pièces constitutives de la Compagnie Générale de Commerce au Maroc, ont en outre été déposées le 3 février 1926, au greffe du tribunal de première instance de Casablanca, où tout créancier de l'apporteur pourra faire opposition quinze jours au plus tard, après la seconde insertion du présent avis dans les journaux d'annonces légales.

Election de domicile est faite en tant que de besoin au siège de la Compagnie Générale de Commerce au Maroc.

Pour seconde insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Bureau des faillites

Audience du lundi 1^{er} mars
1926, (3 heures du soir).

Faillites

Nuccio Bénédello, entrepreneur à Rabat, pour dernière vérification.

Saulnier ex-minotier à Meknès, pour dernière vérification.
Robillard, tailleur, Rabat, pour concordat ou union.

Feu Djeraleff, propriétaire, Salé, pour concordat ou union.
Sitel, marchand de légumes, Rabat, pour communication du syndic.

Fournier, ex-négociant, Fès, pour reddition de comptes.

Liquidations judiciaires

Fateh ben Abbas ben Lahlou, négociant, Rabat, pour première vérification.

Boué Eliacin, ex-entrepre-

neur, Rabat, pour dernière vérification.

Robert et Provost, plombiers, Rabat, pour dernière vérification.

Albaz Elie, salle de ventes, Rabat, pour concordat ou union.

Le Chef du bureau,
L. CHADUC.

BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA

Succession vacante
Adolphe Vojick

Par ordonnance de M. le juge de paix de la circonscription nord de Casablanca, en date du 11 février 1926, la succession de M. Adolphe Vojick en son vivant demeurant à Casablanca a été déclarée présumée vacante.

Cette ordonnance désigne M. G. Causse, secrétaire-greffier, en qualité de curateur.

Les héritiers et tous ayants droit de la succession sont priés de se faire connaître et produire au bureau des faillites, liquidations et administrations judiciaires, au palais de justice, à Casablanca, toutes pièces justifiant leurs qualités héréditaires: les créanciers sont invités à produire leurs titres de créances avec toutes pièces à l'appui.

Passé le délai de deux mois à dater de la présente insertion, il sera procédé à la liquidation et au règlement de la succession entre tous les ayants droit connus.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'ADJUDICATION

Le 10 mars 1926, à 15 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 1^{er} arrondissement à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Port de Casablanca, parachèvement du magasin n° 15.

Cautionnement provisoire : 2.000 francs ;

Cautionnement définitif : 4.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 1^{er} arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus-désigné avant le 1^{er} mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 9 mars 1926, à 18 heures.

Rabat, le 10 février 1926.

TRIBUNAL DE PAIX DE MAZAGAN

Successions vacantes

Suivant ordonnance rendue par M. le juge de paix de Mazagan, le 9 février 1926, la succession de M. Feigneux Gédéon-François boulanger à Mazagan, décédé en cette ville, le 1^{er} septembre 1925, a été déclarée présumée vacante.

Le curateur aux successions vacantes invite les héritiers ou légataires du défunt à se faire connaître et les créanciers à produire leurs titres avec toutes pièces à l'appui.

Le secrétaire-greffier en chef,
Curateur aux successions
vacantes.

J. PETIT.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Distribution par contribution
Laurent

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, une procédure de distribution par contribution des fonds provenant de la vente aux enchères publiques de divers immeubles, saisis à l'encontre du sieur Félix Laurent, négociant à Safi.

Tous les créanciers du dit sieur Laurent, devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui dans le délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

Etablissements incommodes
insalubres ou dangereux
de première catégorie

Enquête de commodo et incommodo

AVIS

Le public est informé que par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 17 février 1926, une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois à compter du 22 février 1926, est ouverte dans le territoire de la ville de Fès, sur une demande présentée par les établissements Pérez et Coudert, industriels à Fès, à l'effet d'être autorisés à installer et exploiter une huilerie et savonnerie avec emploi d'une chaudière à vapeur, à Fès-Batha (immeuble Campini).

Le dossier est déposé dans les bureaux des services municipaux de Fès, où il peut être consulté.

Etablissements incommodes
insalubres ou dangereux
de première catégorie

ENQUÊTE

de commodo et incommodo

AVIS

Le public est informé que par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 17 février 1926, une enquête de commodo et incommodo d'une durée d'un mois à compter du 22 février 1926, est ouverte dans le territoire de la ville de Safi, sur une demande présentée par M. O. Tancre, négociant à Safi, à l'effet d'être autorisé à installer et exploiter un dépôt de chiffons à Safi (Dar Baroud route de Marrakech).

Le dossier est déposé dans les bureaux des services municipaux de Safi, où il peut être consulté.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Distribution par contribution
Debono

Le public est informé qu'il est ouvert au secrétariat-greffe du tribunal de première instance de Casablanca, une procédure de distribution par contribution des sommes provenant de la succession de feu Charles Debono en son vivant fermier des propriétés allemandes en Chaouïa.

Tous les créanciers de la succession Debono devront, à peine de déchéance, adresser leurs bordereaux de production avec titres à l'appui dans un délai de trente jours à compter de la seconde publication.

Pour première insertion.

Le secrétaire-greffier en chef,
NEIGEL.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE RABAT

Assistance judiciaire

D'un jugement du tribunal de première instance de Rabat, rendu par défaut, le 10 décembre 1925, entre :

Mme Desroziers, née Yvonne-Marguerite-Marie Robic, couturière, demeurant à Rabat, boulevard Galliéni, immeuble de la Compagnie Algérienne, assistée judiciaire, demanderesse ;

Et M. Henri-Alexandre-Marie-Joseph Desroziers, autrefois dessinateur, attaché au service archéologique de Volubilis, actuellement sans domicile ni résidence connus, défendeur défaillant.

Il appert que la séparation de corps a été prononcée au profit de la femme, à l'encontre du mari.

La présente insertion est faite en conformité des dispositions de l'article 426 du dahir de procédure civile, M. Desroziers est informé qu'il a 8 mois pour faire opposition au dit jugement.

Le secrétaire-greffier en chef,
A. KUHN.

**BUREAU DES FAILLITES,
LIQUIDATIONS
ET ADMINISTRATIONS JUDICIAIRES
DE CASABLANCA**

Faillite société Lebron
(société limitée)

Par jugement en date du 16 février 1926, le tribunal de première instance de Casablanca a reporté au 24 juin 1925, la date de cessation de paiement de la société Lebron (société limitée) primitivement fixée au 3 novembre 1925.

Le Chef du bureau,
J. SAUVAN.

*Délimitation du domaine
public*

**AVIS D'OUVERTURE
D'ENQUÊTE**

(Application de l'article 7 du dahir du 1^{er} juillet 1914 sur le domaine public).

Le public est informé qu'une enquête d'un mois est ouverte à Berkane, à compter du 25 février 1926, au sujet d'un projet de délimitation du domaine public au souk de Saïdia.

Le dossier d'enquête est déposé dans les bureaux du contrôle civil des Beni Snassen à Berkane, où il peut être consulté.

Les observations auxquelles le projet pourra donner lieu seront consignées sur un registre ouvert à cet effet.

AVIS D'ADJUDICATION

Le mardi 9 mars 1926, à 10 heures, il sera procédé en séance publique dans les bureaux du service de l'agriculture et des améliorations agricoles (direction générale de l'agriculture, à Rabat, Touargas), à l'adjudication sur offres de prix, par soumission cachetée des travaux ci-après désignés :

Construction de la maison du colon à Bir Djedid Saint-Hubert, lot unique :

Cautionnement provisoire :
2.500 francs ;

Cautionnement définitif :
5.000 francs.

Les certificats et références

techniques et financières des concurrents ainsi qu'une pièce justificative de leur inscription au rôle des patentes, devront être soumis au visa du chef du service de l'agriculture et des améliorations agricoles (direction générale de l'agriculture, du commerce et de la colonisation à Rabat), dix jours au moins avant l'adjudication.

Les soumissions envoyées par la poste et sous pli recommandé à M. le chef du service de l'agriculture et des améliorations agricoles à Rabat, devront lui parvenir au plus tard la veille du jour de l'adjudication.

Les entrepreneurs désirant participer à cette adjudication pourront consulter le dossier dans les bureaux du service de l'agriculture et des améliorations agricoles à Rabat, de l'Office économique à Casablanca, et au contrôle civil à Mazagan.

Rabat, le 15 février 1926.

**DIRECTION GÉNÉRALE
DES TRAVAUX PUBLICS**

AVIS D'ADJUDICATION

Le 16 mars 1926, à 14 heures, dans les bureaux de l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca, il sera procédé à l'adjudication sur offres de prix des travaux ci-après désignés :

Route de Bir Djedid Saint-Hubert à Si Saïd Machou, 1^{er} lot : construction entre les P. M. 0 k.000 à 13 k. 300.

Cautionnement provisoire :
5.000 francs ;

Cautionnement définitif :
10.000 francs.

Pour les conditions de l'adjudication et la consultation du cahier des charges, s'adresser à l'ingénieur du 2^e arrondissement à Casablanca.

N. B. — Les références des candidats devront être soumises au visa de l'ingénieur sus désigné, à Casablanca, avant le 6 mars 1926.

Le délai de réception des soumissions expire le 15 mars 1926 à 18 heures.

Rabat, le 16 février 1926.

AVIS D'ADJUDICATION

Le 20 mars 1926, à 10 heures, il sera procédé, dans les bureaux de la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat, à l'adjudication, sur offres de prix et sur soumissions cachetées, du service de transport en automobile des dépêches et des colis postaux entre Rabat et Marchand par Aïn el Aouda et N'Kheila.

Le cahier des charges pourra être consulté au bureau de poste de Rabat-Recette princi-

pale, Aïn el Aouda et Marchand, ainsi qu'à la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat.

Les demandes de participation, accompagnées de toutes références utiles, devront parvenir à la direction de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones à Rabat, avant le 10 mars 1926.

Fait à Rabat, le 3 février 1926.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des habous

Il sera procédé, le mercredi 25 chaabane 1344 (10 mars 1926), à 10 heures, dans les bureaux du mouraqib des Habous de Mazagan, à Azemmour, à la cession aux enchères, par voie d'échange, de : 1/9 d'une maison, n° 7, sise derb El Feqih ben Tahar, à Azemmour, de la zaouïa Qadiria, en indivision pour le surplus avec le pacha, sur la mise à prix de 1.000 frs.

Pour renseignements, s'adresser au mouraqib des Habous à Mazagan, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

EMPIRE CHÉRIFIEN

Vizirat des Habous

Il sera procédé le mercredi 10 ramadan 1344 (24 mars 1926), à 10 heures, dans les bureaux du mouraqib des Habous à Mazagan, à la cession aux enchères par voie d'échange de deux lots à bâtir, avec leurs servitudes actives et passives, sis à l'ancienne daya à Mazagan, d'une superficie de 645 et 668 mètres carrés environ chacun, sur la mise à prix respective de 8385 francs et 8684 francs.

Pour renseignements, s'adresser :

Au mouraqib des Habous à Mazagan, au vizirat des Habous et à la direction des affaires chérifiennes (contrôle des Habous), à Rabat.

*Avis concernant les épaves
maritimes*

(dahir du 23 mars 1916)

Il a été remis à titre d'épaves maritimes :

1^o un canot en bois sans marques, en bon état, demi ponté à l'avant et à l'arrière, peinture gris foncé, de 5 m. 50 de long, 2 m. de large et 0 m. 60 de creux, ayant 3 bancs, un mât de 5 m. et contenant 2 paniers pour enrouler les lignes, découvert à 2 km. au sud de l'embou-

chure du Sebou, se trouve au port de Kénitra.

Sauveteurs : M. Marty préposé chef des douanes et Ben Naceur, douanier ;

2^o une pièce de filin usagé, en jute, de 30 m. de long et un madrier en chêne de 5 m. x 0 m. 25 x 0 m. 20.

Sauveteur : M. Delanoe, préposé des douanes ;

3^o un câble usagé, en jute, de 280 m. de long.

Sauveteurs : M. Dominici, préposé des douanes, Abdellah ben Mohamed et Tahibi ben Larbi, douaniers ;

Les deux lots ci-dessus déposés au bureau de la marine à Kénitra ;

4^o deux madriers en bois blanc, un de 7 m. x 0 m. 22 x 0 m. 07 ; un de 5 m. 77 x 0 m. 22 x 0 m. 07.

Sauveteurs : Salvatore Pourpouira et Messima Gaspari. Déposés au magasin des épaves de Casablanca.

SEQUESTRES DE GUERRE

Région de Marrakech

Séquestre Nier

Première requête additive aux fins de liquidation présentée par le gérant général des séquestres de Guerre, à Rabat, à Monsieur le Général, commandant la région de Marrakech.

Biens à liquider :

Le quart indivis (les autres trois quarts indivis présumés appartenir aux héritiers de Naceur ould Mohamed ben Ali Behamni) d'un terrain dénommé « Bled el Feidh », situé dans la tribu des Rehamna, fraction des Alil el Mhazil, aux confins de la tribu des Misloua, entre l'ancienne piste de Sidi Rahal, d'une contenance totale d'environ 455 (quatre cent cinquante cinq) hectares.

Limites : Nord-ouest : Buissons, séguia moqria et au delà Bled Abdessalem ben Zeid, ligne de Kerkours jusqu'à la Ketarra Beni Hassan et au delà Mcrigh Beni Hassan, ligne de Kerkours jusqu'à la Ketarra Qeddima et au delà les Ouled Naceur.

Nord : Mecref et sentier jusqu'à Ja Khetarra el Alja et au delà Ouled Naceur et Mohamed el Maati ben Qeziz ;

Est : Khetarra el Alja jusqu'au point d'intersection avec la séguia Djedida ligne droite de Kerkours en pleine terre aboutissant au Mecref Tazafayet.

Sud-est : Le Mecref Tazafayet (au delà Hassain et Ali) jusqu'à la piste de Marrakech à Sidi Rahal.

Sud : Un triangle d'environ

quatre hectares situé au sud de la piste précitée dont la base s'étend en bordure de la piste entre les points d'intersection avec le Meçref Tazafayet (côté est) et un sentier se dirigeant vers le nord (côté ouest).

Sud-ouest : le sentier précité à partir de la piste de Sidi Rahal et qui passe à proximité du tombeau de Sidi Messaoud, Khetarra ben Kadour. Riverain Moulay Ali ben Zidan.

Ouest : Haït El Qedim et jardin Hadj Hassain.

L'article 5 du dahir du 3 juillet 1920 accorde aux intéressés, pour intervenir auprès du Chef de Région, un délai de deux mois après la date de la publication au *Bulletin Officiel* de la présente requête.

Rabat, le 13 janvier 1926,

Le Grand Général
des séquestres de Guerre p. i.,
FAUST.

SERVICE DES COLLECTIVITÉS
INDIGÈNES

AVIS

Il est porté à la connaissance du public que le procès-verbal de délimitation des immeubles collectifs dénommés « El Ganda » et « Dahar el Hadj » et « Retejba », appartenant le 1^{er} aux collectivités Oulad Abbou et Oulad Attaya, le second aux collectivités Oulad Tmime Oulad Attaya et Oulad Abbou, dont la délimitation a été effectuée du 12 au 18 mai 1925, a été déposé le 17 décembre 1925 au bureau des renseignements de l'annexe des Rehamna-Sraghna et le 1^{er} février 1926, à la Conservation Foncière de Marrakech où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Le délai pour former opposition à ladite délimitation est de six mois à partir du 23 février 1926 date de l'insertion de l'avis de dépôt au *Bulletin Officiel* n° 696.

Les oppositions seront reçues au bureau des renseignements de l'annexe Rehamna-Sraghna et à la Conservation Foncière de Marrakech.

Rabat, le 8 février 1926.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (El Borouj).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte des collectivités Oulad

Saidan, Oulad Freha, Oulad Yahia ben Yaïch, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation des terrains collectifs dénommés :

1° « Mokrat el M'Khala » et « Ain es Saïada », d'une superficie approximative de 1.400 ha., aux Oulad Saïdan ;

2° « Mekrat Jerifa », d'une superficie approximative de 1.500 ha., aux Oulad Freha ;

3° « Bled Oulad Yahia ben Yaïch », d'une superficie approximative de 6.000 ha., aux Oulad Yahia ben Yaïch ; situés sur le territoire de la tribu des Beni Meskine, fraction des Oulad Freha (El Borouj).

Limites :

I. — « Mokrat el M'Khala et Ain es Saïda » :

Nord : un cédrat situé face Ain ben Zenzen ; kerkour Si Ahmed ben Maati ; four à chaux du caïd Ahmed ben Chafaï ; koudiat el Diab ; Oued el Besbes pendant 1 km. environ ; kerkour Roumat ; koudiat N'Kheïla ; Bir Ranem et un kerkour situé entre Bir Ranem et Oued Bel Amara.

Riverains : Beni Agrin (Oulad Bou Ziri).

Est : du précédent kerkour vers koudiat Es Sennaba et un kerkour situé sur chaabet Ain Serrira.

Riverains : Oulad Freha (Beni Meskine).

Sud : chaabet Ain Serrira pendant 1.500 mètres environ ; Sidi Mohammed ben Daoud ; un chaabet séparant « Ain Saïada », de « Mokrat M'Khala » ; Bir Bouchaïb Mekimel Haiat ; Heit Mohammed Lefquih ; cultures du douar Maalmin ; un chemin allant au douar Bekhilat.

Riverains : terrains « melk » des requérants et les Oulad Freha.

Ouest : chemin du douar Bekhilat qui traverse les chaabets Lounazra, Mekimel Rarg, Jedra et Mekimel ; la limite quitte ce chemin et se dirige droit au nord sur le cédrat Ain Bou Zenzen.

Riverains : Oulad Freha.

II. — Bled « Mekrat Jerifa » des Oulad Freha :

Est : kerkour Dahar Gragen, à 500 mètres sud-ouest de Sidi Jebrine ; en direction sud-ouest, chaabet Bir Si Kaddour ; kerkour Heit Larbi ben Arrech ;

Sud : de ce kerkour et en direction ouest ; cultures des Ain Blal ; Draa Hallouf ; ligne de crêtes ; kerkour situé entre Dahar Halloufaa et Feddan el Gounan ;

Ouest : de ce kerkour en direction Draa Halloucha ; puis direction nord jusqu'à la piste Dar Chafaï-Mechra ben Abbou

au lieudit Heit Mohammed ben Cherkhi ;

Nord : de ce point, la piste précitée jusqu'à environ 1 km. de Dar Caïd Bou Hafa ; le contour de cette agglomération ; Dahar Gragen.

Riverains : au nord, les Oulad Freha ; au sud, les Ain Blal.

III. — « Bled Oulad Sidi Yahia ben Yaïch » :

Est : un point situé sur l'Oum er Rebia, à 1 km. en amont de Mechra ben Khallou ; direction nord en passant à 500 mètres à droite d'un cédrat placé sur une crête ; un chemin de terre ; kerkour Dahar Larossa ; kerkour en bordure de la piste El Borouj-Dar Chafaï ; direction est en suivant une série de petites crêtes ; Bir Fricch ; un chaabet et koudiat Es Sma.

Riverains : les requérants.

Nord : de koudiat Es Sma, direction nord-ouest en ligne droite jusqu'à koudiat Em Mzaït ; en direction ouest, un cédrat situé sur la limite sud du bled makhzen « Touiza » ; ce terrain pendant 1.500 mètres environ ; kerkour voisin de deux cédrats et d'un puits ;

Ouest : du kerkour précité et en direction sud : Rerraf el Diba ; Feddan el Gounit ; chaabet El Klah ; sommet de koudiat Bouhadi ; Bir Ahmed ben Larbi ; une série de mamelons ; ancien emplacement du Souk et Tléta ; Sidi Mimoun ; l'Oum er Rebia.

Riverains : Oulad Akkaria.

Sud : Oum er Rebia.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose aux croquis annexés à la présente réquisition.

À la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exception des servitudes de passage relevant du domaine public.

Les opérations de délimitation commenceront le 2 mars 1926, à neuf heures, par l'immeuble des Oulad Saïdan, à la borne 28 de l'immeuble voisin (réquisition n° 2724 C.) et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 21 octobre 1925.

Huor.

Arrêté viziriel

du 10 novembre 1925 (23 rebia II 1344), ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (El Borouj).

Le Grand Vizir.

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 21 octobre 1925 du directeur des affaires indigènes, tendant à fixer au 2 mars 1926 les opérations de délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1° « Mokrat el M'Khala » et « Ain es Saïada », appartenant à la collectivité Oulad Saïdan ;

2° « Mekrat Jerifa », appartenant à la collectivité Oulad Freha ;

3° « Bled Oulad Sidi Yahia ben Yaïch », appartenant à la collectivité Sidi Yahia ben Yaïch, située sur le territoire de la tribu des Beni Meskine (El Borouj) ;

Arrête :

Article premier. — Il sera procédé à la délimitation des immeubles collectifs dénommés :

1° « Mokrat el M'Khala » et « Ain es Saïada », appartenant à la collectivité Oulad Saïdan ;

2° « Mekrat Jerifa », appartenant à la collectivité Oulad Freha ;

3° « Bled Oulad Sidi Yahia ben Yaïch », appartenant à la collectivité Oulad Sidi Yahia ben Yaïch, situés sur le territoire de la tribu des Beni Meskine, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 2 mars 1926, à neuf heures, par l'immeuble des Oulad Saïdan, à la borne 28 de l'immeuble voisin (réquisition n° 2724 C.) et se poursuivront les jours suivants, s'il y a lieu.

Fait à Rabat, le 23 rebia II 1344 (10 novembre 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 novembre 1925.

Le Commissaire

résident général,
T. STEEG.

AVIS

Réquisition de délimitation concernant un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Zénata (Chaouia-nord).

Le directeur des affaires indigènes,

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité Zyaïda, en conformité des dispositions de l'article 3 du dahir du 18 février 1924 (12 rejeb 1342), portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives, requiert la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », d'une superficie de 1.601 ha., situé sur

le territoire de la tribu des Zénata (Chaouïa-nord).

Limites :

Nord : L'océan de l'oued Chekchek à l'oued Robar ; riverain : Domaine public ;

Est : Rive gauche de l'oued Robar jusqu'à la borne 32 de l'immatriculation foncière, titre n° 459 R., (ferme Polignac) ; riverain : Domaine Bou Znika Etat. Titre n° 460 R. ;

Sud : De l'oued Robar à l'oued Chekchek, des B. 32 à B. 27 et B. 9 à B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 459 R. et des B. 44 à B. 42 et B. 10 à B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 1320 R. (Ajilat) ;

Ouest : Rive droite de l'oued Chekchek depuis B. 1 de l'immatriculation foncière. Titre n° 1320 R. ; riverains : Si Mohamed ben Doukkali Zenati et les Zenata.

Ces limites sont telles au surplus qu'elles sont indiquées par un liséré rose au croquis annexé à la présente réquisition.

A la connaissance du directeur des affaires indigènes, il n'existe aucune enclave, ni aucun droit d'usage ou autre légalement établi, à l'exception des servitudes de passage relevant du domaine public.

Les opérations de délimitation commenceront le 23 mars 1926, à 9 h. 30, à l'angle sud-est de la propriété au point de jonction des domaines Bou Znika, Polignac et El Bahar, sur l'oued Robar, et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Rabat, le 12 septembre 1925,

HUOT.

Arrêté viziriel

du 7 novembre 1925, (20 rebia II 1344) ordonnant la délimitation d'un immeuble collectif situé sur le territoire de la tribu des Zenata (Chaouïa-nord).

Le grand vizir,

Vu le dahir du 18 février 1924 (12 rejab 1342) portant règlement spécial pour la délimitation des terres collectives ;

Vu la requête en date du 12 septembre 1925 du directeur des affaires indigènes, tendant à fixer au 23 mars 1926 les opérations de délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », appartenant à la collectivité Zyaïda et situé sur le territoire de la tribu Zenata (Chaouïa-nord),

ARRÊTE :

Article premier. — Il sera

procédé à la délimitation de l'immeuble collectif dénommé « Bled el Bahar », appartenant à la collectivité des Zyaïda, situé sur le territoire de la tribu des Zenata, conformément aux dispositions du dahir du 18 février 1924 (1^{er} rejab 1342) susvisé.

Art. 2. — Les opérations de délimitation commenceront le 23 mars 1926, à 9 h. 30, à l'embouchure de l'oued Robar et se poursuivront les jours suivants s'il y a lieu.

Fait à Rabat,

le 20 rebia II 1344,
(7 novembre 1925).

MOHAMMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation
et mise à exécution :

Rabat, le 25 novembre 1925.

Le Commissaire,
Résident Général,
T. SIEEG.

BANK OF BRITISH WEST AFRICA Ltd.

Capital autorisé : L. 4.000.000

Capital souscrit : L. 3.000.000

Siège social : Londres

Succursales : Liverpool, Manchester, Hambourg, Gibraltar, Casablanca, Fez, Marrakech, Mazagan, Mogador, Rabat, Safi, Tanger, Iles Canaries, Côtes de l'Afrique Occidentale.

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Assurances

Immeuble Banque Anglaise — Casablanca

Bureaux à louer

COMPAGNIE ALGÉRIENNE

Société anonyme fondée en 1877

Capital : 100.000.000 de fr. entièrement versés. — Réserves : 92.000.000 de francs.

Siège Social : PARIS, 50, rue d'Anjou

AGENCES : PARIS, 50, rue d'Anjou, Aix-en-Provence, Antibes, Aubagne, BORDAUX, CANNES, Cette, La Ciotat, Fréjus, Grasse, MARSEILLE, Menton, MONTPELLIER, Monte-Carlo, NICE, Salon, Vichy et dans les principales villes et localités de l'Algérie et de la Tunisie.

AU MAROC : CASABLANCA, Azemmour, Ber Rechid, Fez, Kénitra, Larache, Marrakech, Mazagan, Meknès, Mogador, Oudjda, Ouezzan, Petitjean, Rabat, Safi, Salé, TANGER, Taza.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES AUTRES VILLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE, DE BOURSE ET DE CHANGE

Comptes de dépôts à vue et à préavis. Dépôts à échéance. Escompte et encaissements de tous effets. Crédits de campagne. Prêts sur marchandises. Envois de fonds. Opérations de titres. Garde de titres. Souscriptions. Paiements de coupons. Opérations de change. Locations de compartiments de coffres-forts. Emission de chèques et de lettres de crédit sur tous pays.

**UNE
PASTILLE VALDA
EN BOUCHE
C'EST LA PRÉSERVATION**

**des Maux de Gorge, Rhumes de Cerveau,
Enrouements, Rhumes, Bronchites, etc.**

C'EST LE SOULAGEMENT INSTANTANÉ

de l'Oppression, des Accès d'Asthme, etc.

C'EST LE BON REMÈDE POUR COMBATTRE

toutes les Maladies de la Poitrine.

RECOMMANDATION DE TOUTE IMPORTANCE :

DEMANDEZ, EXIGEZ

dans toutes les Pharmacies

LES VÉRITABLES PASTILLES VALDA

vendues SEULEMENT en BOITES

portant le nom

*** VALDA ***

Certifié authentique le présent exemplaire du

Bulletin Officiel, n° 696 en date du 23 février 1926,

dont les pages sont numérotées de 297 à 332 inclus.

L'imprimeur,

Vu pour la légalisation de la signature

de M. , chef de l'Exploitation de l'Imprimerie

Officielle, apposée ci-contre.

Rabat, le..... 192...